**EVALUATION FINALE DU CPD/CPAP 2013-2017**

**---------------**

**RAPPORT INITIAL**

**-------------------------**

**Cheikh FAYE, Consultant International, Chef de Mission**

**Benoît NDI ZAMBO, Consultant International, Effet 1**

**Louis Bernard CHETEU, Consultant International, Effet 3**

**Charles MUSHIZI, Consultant national, Effet 1**

**Jacques Zahiga MUHIGWA, Consultant National, Effet 3**

**Aimé KAYEMBE, Consultant National, Genre**

cid:image001.png@01CEA8FF.C90E2F80

**VERSION FINALE - 24 NOVEMBRE 2016**

**Programme des Nations Unies pour le Développement**

**BUREAU PAYS de RDC**

Sommaire

[1. Eléments de contexte 4](#_Toc467744544)

[3. Résumé du contenu du Programme 5](#_Toc467744545)

[3.1. Contenu stratégique 5](#_Toc467744546)

[3.2. Cadre de mise en œuvre du Programme 8](#_Toc467744547)

[3.3. Résumé du cadre budgétaire 9](#_Toc467744548)

[4. Portée de l’évaluation 10](#_Toc467744549)

[5. Justification et Objet et de l’Evaluation 10](#_Toc467744550)

[5. Objectifs spécifiques de la mission 10](#_Toc467744551)

[6. Produits attendus de la mission 11](#_Toc467744552)

[7. Méthodologie d’évaluation 12](#_Toc467744553)

[7.1. Règles générales d’intervention 12](#_Toc467744554)

[7.2. Processus de collecte de données 12](#_Toc467744555)

[7.2.1. Recueil d’informations secondaires et revue documentaire, à Kinshasa et provinces de l’intérieur 12](#_Toc467744556)

[7.2.2. Entretiens avec les acteurs et parties prenantes à *Kinshasa et provinces de l’intérieur* : 15](#_Toc467744557)

[7.2.3. Visites de sites et d’ouvrages/réalisations à *Kinshasa et provinces de l’intérieur* 15](#_Toc467744558)

[7.3. Echantillonnage 20](#_Toc467744559)

[7.4. Approche analytique 21](#_Toc467744560)

[7.4.1. Structure d’analyse 21](#_Toc467744561)

[7.4.2. Cadre de remontée de la chaîne d’influence 22](#_Toc467744562)

[7.4.3. Triangulation 22](#_Toc467744563)

[7.4.4. Imputation versus contribution 23](#_Toc467744564)

[7.4.5. Cadre de d’identification des leçons apprises 24](#_Toc467744565)

[7.4.6. Cadre de construction des recommandations 24](#_Toc467744566)

[8. Structure du Rapport 25](#_Toc467744567)

[9. Déroulement opérationnel de la mission 27](#_Toc467744568)

[9.1. Principales étapes 27](#_Toc467744569)

[9.2. Chronogramme de mise en œuvre 27](#_Toc467744570)

[ANNEXES 29](#_Toc467744571)

[OUTILS DE COLLECTE ET D’ANALYSE DE DONNEES 29](#_Toc467744572)

[A.1. Matrice d’évaluation : Collecte de données (Entretiens & Revue documentaire) 30](#_Toc467744573)

[A.2. Matrice de documentation des critères d’ancrage de l’évaluation : Echelle Effets/CPAP 48](#_Toc467744574)

[A.3 : Matrice d’Analyse participative 50](#_Toc467744575)

[A.4. Matrice de documentation de l’exécution budgétaire du projet 51](#_Toc467744576)

[A.5. Outils de collecte de données niveau Projet 53](#_Toc467744577)

[A.6. Bibliographie 54](#_Toc467744578)

[A.7. Compte rendu de la séance d’examen du Rapport Initial d’Evaluation 57](#_Toc467744579)

[A.8. Cartographie du Programme 59](#_Toc467744580)

**Acronymes**

|  |  |
| --- | --- |
| ALPC | Armes Légère et de Petit Calibre |
| BCPR | Bureau pour la Prévention des Crises et le Relèvement |
| CAD | Comité d’Aide au Développement |
| CDMT | Cadre de Dépenses à Moyen Terme |
| CENI | Commission Electorale Nationale Indépendante |
| CFC | Chlorofluocarbures |
| CPAP | Cellule Provinciale d’Appui à la Planification |
| CPAP | Plan d’Action du Programme Pays |
| CPD | Document de Programme Pays |
| CSAC | Conseil Supérieur de l’Audiovisuel et de la Communication |
| DDR | Désarmement, Démobilisation et Réinsertion |
| GRD | Gestion axée sur les Résultats de Développement |
| KOICA | Projet de Relèvement Communautaire et de Consolidation de la Paix au Nord-Kivu |
| NAMA | Mesures Nationales de Mitigation Appropriées |
| NK | Nord-Kivu |
| OCDE | Organisation de Coopération pour le Développement Economique |
| OMD | Objectif du Millénaire pour le Développement |
| ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| ONU | Organisation des Nations Unies |
| PACEC | Projet d’Appui au Cycle Electoral au Congo |
| PANA | Programme d’Action National d’Adaptation |
| PBF | Fonds pour la Consolidation de la Paix |
| PIB | Produit Intérieur Brut |
| PNUAD | Plan Cadre des Nations Unies pour l’Assistance au Développement |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PRODOC | Document de Projet/Programme |
| PTA | Plan de Travail Annuel |
| RDC | République Démocratique du Congo |
| REDD | Initiative pour la Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts |
| SGBV | Violences Basées sur le Sexe-Genre |
| SNU | Système des Nations Unies |
| TOE | Equipe d’Experts |
| TRAC | Ressources régulières du PNUD |
| USD | Dollar des Etats Unis d’Amérique |
| VIH | Virus d’Immunodéficience Humaine |

# 1. Eléments de contexte

1. La République Démocratique du Congo s’étend sur 2.345.000 km² de superficie, pour une population estimée à 75 millions d’habitants qui croît au rythme de 3,1% l’an. Le pays se caractérise par des ressources naturelles importantes, voire exceptionnelles : forêts, mines, ressources hydriques, biodiversité, énergie, etc.

2. La République Démocratique du Congo (RDC) enregistre, de façon graduelle, des progrès depuis 2006. Jusqu’à la formulation du Programme Pays 2013, la croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) est restée robuste et soutenue : 5,6%sur la période 2006-2010 et 7% en 2011, tandis que l’inflation s’était inscrit dans une dynamique d’amélioration, passant de 46% (son niveau le plus élevé) en 2009, à 15% en 2011. Ces évolutions ont permis à la RDC d’atteindre le point d’achèvement de l’Initiative en faveur des pays pauvres très endettés en 2010. Malgré cette situation, les déficits de bien-être économique et social sont restés importants dans un pays que son indice de développement humain (0,286) situait au dernier rang des 187pays classés en 2011. Nonobstant quelques progrès sur certaines cibles, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dans une grande proportion, restaient hors d’atteinte pour 2015.

3. Le taux de pauvreté atteignait 70%, tandis que le stock national de main d’œuvre est affecté aux deux tiers par le sous-emploi. Le taux d’alphabétisation des 15-24 ans était de 72% (hommes 86%et femmes 59%). La mortalité maternelle était estimée à 670 pour 100000 naissances vivantes, la prévalence de l’infection VIH à 1,3%. Le pays était également très en retard au regard de l’indice d’inégalité entre sexes : avec un indice spécifique de 0,710 en 2011, il se classait 142ème sur 146 pays.

4. S’agissant de l’OMD 7, si la RDC dispose de ressources exceptionnelles avec notamment une couverture forestière représentant 50% du territoire et une biodiversité subséquente, ce potentiel reste constamment sous menace, avec comme facteurs de dégradation une consommation énergétique basée à 92% sur la biomasse, mais aussi des exploitations minières non rationalisées, ainsi que des pratiques agricoles inadaptées et l’érosion des sols, le tout étant aggravé par la problématique des changements climatiques. L’absence de véritables stratégies intersectorielles (miniers, agricoles, forestiers) ne favorise pas l’efficacité dans le domaine de l’économie verte et de la lutte contre les changements climatiques. Enfin, l’insuffisance des financements, tant internes qu’externes, pour la mise en œuvre effective de stratégies et de plans d’actions à grande échelle dans divers domaines ainsi que de principales réformes légales et institutionnelles constituent un défi majeur.

5. Dans le domaine de la gouvernance, le cadre politique et institutionnel a évolué depuis 2006. Des institutions de base sont maintenant en place aux niveaux national et provincial. Toutefois, suite aux élections de 2011, des défis importants continuaient de s’articuler autour de la création d’un espace politique inclusif et participatif, de la promotion de la transparence, de la prévisibilité et de la redevabilité dans la gestion des finances publiques et des achats, y compris la négociation de contrats miniers. L’amélioration de la qualité des politiques publiques et de la législation, y compris un accent important à mettre sur la décentralisation, restait un enjeu important. Enfin, le défi de la sécurité et de la stabilité constituait un centre de préoccupation majeur, caractérisé par la résurgence des conflits dans l’est et potentiellement dans l’ouest, où les indicateurs de développement sont les plus bas, le long processus de réforme des secteurs de la sécurité et de la justice, la circulation des armes légères et la présence de groupes armés étrangers, favorisées par la porosité des frontières.

6. En direction du CPD/CPAP 2013-2017, des leçons clés ont été tirées du cycle précédent en rapport avec les questions programmatiques et opérationnelles. Relativement à l’orientation du programme, il s’agissait de mieux mettre en avant les savoir-faire du PNUD pour favoriser le plaidoyer et promouvoir le dialogue afin d’aider à faire avancer les réformes de structure et d’ancrer une véritable coordination de l’aide au développement. L’intégration des efforts de la MONUSCO et des interventions de l’équipe de pays en faveur de questions clefs comme les élections, la sécurité des civils, la justice et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, était également ressortie comme un défi à investir. Au niveau opérationnel, étaient en ligne de mire : (i) une transition progressive de la modalité d’exécution directe vers la modalité d’exécution nationale, (ii) l’amélioration de la qualité technique de la gestion axée sur les résultats de développement (GRD) et la communication des résultats, (iii) le renforcement de la planification conjointe et le suivi-évaluation avec le Gouvernement et les partenaires, (iv) le maintien d’une présence active sur le terrain compte tenu de la taille du pays et des difficultés de liaison inter provinciales, et (v) l’amélioration de la qualité et de la ponctualité des rapports[[1]](#footnote-2).

**2. Risques sur le Programme**

7. Le Programme, à travers ses documents de programmation, n’inclut pas une analyse de risques, encore moins des mesures de mitigation. Toutefois des échanges avec le staff du Bureau à l’occasion de la présentation du Rapport initial et des recherches faites par l’unité en charge du Suivi-évaluation, il ressorti que le Bureau prêtait attention aux suivants :

1. Mobilisation insuffisante de fonds pour la mise en œuvre des programmes
2. Non apurement dans les délais requis des avances NEX accordées aux ONGs notamment aux partenaires humanitaires du Pooled Funds
3. Difficultés de mise en œuvre des programmes et projets liées aux contraintes locales: taux élevé de corruption, problèmes logistiques et faiblesse de capacité des partenaires, etc.
4. Catastrophes naturelles, notamment lié aux éruptions volcaniques, tremblements de terre, explosion du gaz méthane du lac Kivu et aggravation des risques naturels d’inondation et de sècheresse par les changements climatiques
5. Difficultés de mise en œuvre des réformes institutionnelles nécessaires à l'enracinement de la démocratie
6. Non mise en œuvre du nouvel organigramme du bureau
7. Faibles Capacités Institutionnelles, administratives et de gestion des partenaires de mise en œuvre

# 3. Résumé du contenu du Programme

8. Le programme 2013-2017 a été élaboré dans le contexte rappelé ci-dessus et pour contribuer à la prise en charge des défis qui en ressortent. A cette fin, il est articulé autour de trois axes programmatiques, réunis toutefois en deux piliers :

## 3.1. Contenu stratégique

1. **Consolidation de la paix et renforcement de la démocratie**

9. Dans cet axe, le Programme entre en synergie avec des interventions de la MONUSCO et d’autres partenaires et investit cinq domaines d’actions **:**

1. Renforcement du Parlement et des Assemblées provinciales, à travers des points d’entrée propices au développement des processus parlementaires, des compétences du personnel et des commissions, ainsi qu’à la promotion des femmes
2. Poursuite de l’investissement en faveur du cycle électoral à travers le développant des capacités de la CENI et le renforcement des normes, des systèmes, des procédures et des compétences de la Cour constitutionnelle, ainsi que l’appui à la société civile et à l’espace médiatiques
3. Appui-conseil, développement institutionnel et établissement de partenariats pour accélérer les réformes dans les secteurs de la justice et de la sécurité, en ciblant la chaîne pénale (police-justice-prisons), la police de proximité, le contrôle des armes légères, le contrôle citoyen et la lutte contre l’impunité dans les affaires de violences sexuelles
4. Investissement dans les structures et les compétences de la Cour des comptes pour renforcer la surveillance des comptes publics
5. Renforcement de la gouvernance locale dans des provinces sélectionnées en travaillant avec les autorités et les ministères locaux pour améliorer la planification, construire une base budgétaire réaliste et bien gérée, établir des partenariats et favoriser la participation citoyenne, en particulier celle des femmes et des jeunes, créer des perspectives socioéconomiques et renforcer les mécanismes de gestion des conflits et de dialogue intercommunautaire.
6. **Planification du développement et croissance inclusive**

10. Le second axe comprend quatre domaines clés :

1. Analyse et appui-conseil pour l’identification d’options politiques et institutionnelles, par exemple pour accroître l’élasticité de l’emploi, réduire les inégalités entre les sexes et accélérer la réalisation des OMD, ainsi que la facilitation connexe de processus de dialogue inclusifs
2. Interventions conjointes au sein du SNU et avec d’autres partenaires pour développer la capacité statistique nationale aux niveaux central et provincial (structures organisationnelles, outils analytiques et compétences techniques), de manière à produire des séries de données chronologiques fiables, désagrégées et comparables sur des questions fondamentales comme la pauvreté, les inégalités entre les sexes, la production et la main-d’œuvre
3. Mise à l’échelle du travail sur la coordination de l’aide, en lien avec le «Nouveau Pacte», pour soutenir le Gouvernement en étoffant les arrangements, systèmes et compétences institutionnels requis pour aligner l’assistance au développement avec les besoins et priorités nationaux
4. Elaboration d’un ensemble de mesures destinées à stimuler l’emploi, le travail avec d’autres organismes des Nations Unies autour de la promotion des petites et moyennes entreprises, orienté vers des améliorations prioritaires dans les secteurs des affaires, le développement des compétences et l’accès à la microfinance et à la technologie à travers la fourniture de modèles et une offre de services adaptée au contexte national et aux besoins des femmes.
5. **Changement climatique et gestion des ressources naturelles**

11. Le troisième axe se compose aussi de quatre domaines :

1. Etudes techniques, préparation et suivi des propositions de réforme politique et réglementaire ainsi que développement institutionnel et partenariats pour déployer à plus grande échelle l’initiative ONU-REDD de manière à créer des alternatives de production, d’emplois et de revenus capables de contenir la pression sur les ressources forestières et de sauvegarder la biodiversité
2. Mise en œuvre de la phase expérimentale du plan d’action national d’adaptation (PANA) visant le développement des politiques et stratégies, et un programme d’investissement initial fondé sur des études techniques, le travail de conseil et le renforcement ciblé d’un dispositif institutionnel aux niveaux national et provincial
3. Mise au point de modèles de production à base de ressources naturelles, d’efficacité énergétique et d’accès à l’énergie, en particulier à partir de sources renouvelables favorisant la création d’emplois avec la participation active des femmes, et promotion de la durabilité dans le cadre des stratégies sectorielles pour l’agriculture et l’énergie
4. Amélioration de la Gestion des recettes tirées des ressources naturelles, avec par exemple des inventaires des ressources et des compétences en matière de négociation de contrats, ainsi que le déploiement du système de suivi, particulièrement au niveau provincial, et prenant en considération le travail des autres partenaires.

12. Dans le cadre de ces trois domaines de concentration, les effets attendus du Programme qui sont également ses repères de contribution au Plan Cadre des Nations Unies pour l’Assistance au Développement (PNUAD), ainsi que leurs projets spécifiques supports sont ainsi qu’il suit :

1. Effet PNUAD/Programme de Pays N°. 1: « *Le cadre institutionnel et les structures citoyennes sont renforcés en vue d’assurer la promotion des droits humains et le développement en RDC* »

***Projets dédiés à l’Effet 1 (Source : Suivi-Evaluation/PNUD/Kinshasa) :***

* 85543 : Appui aux Institutions parlementaires
* 86624 : Participation citoyenne
* 93852 : PAIDS
* 85546 : PACEC
* 85548 : Reddition de comptes
* 85549 : Appui à la décentralisation et gouvernance locale
* 91941 : PIP programme conjoint NK
* 60539 : Appui à la Justice
* 72881 : Profiling project
* 78897 : Appui. Institutionnel. Judiciaire. & Pénal.
* 81138 : Projet Police de proximité
* 85291 : Projet Cellule Appui Pour.Jud.
* 86625 : ALPC & Désarmement Com
* 86626 : Réforme de la Justice
* 86627 : Cadre de Réforme de l'Armée (non démarré)
* 85547 : Réforme de la Police
* 86178 : SGBV et Lutte contre Impunité
* 90384 : Collecte données Consolidation
* 95497 : Team of Experts II (TOE II)

1. Effet PNUAD/Programme de Pays N°. 2: « *Les institutions publiques mettent en œuvre efficacement des politiques et des programmes concertés d’appui aux acteurs clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d’accélérer la création d’emploi et de générer des revenus* »

***Projets dédiés à l’Effet 2 (Source : Suivi-Evaluation/PNUD/Kinshasa) :***

* 78916 : Enquete 1-2-3
* 90046 : Community Reintegration (Fonds Supplémentaire japonais)
* 86481 : Relèvement communautaire (Kalehe/PBF, Nyuzu, BCPR, ERP et TRAC)
* 86628 : Politique Nationale VIH
* 82554 : Consolidation de la paix dans les zones minières artisanales du Nord Kivu/ Projet Rubaya
* 79382 : Relance Economique Maniema
* 78605 : Relèvement Communautaire et consolidation de la paix/ KOICA
* 85551 : Planification et programmation
* 85553 : Gestion et coordination de l'aide
* 70809 : Renforcement des capacités communautaires en gestion des conflits et promotion de la paix à l’Est de la République Démocratique du Congo
* 78824: Microfinance 2

1. Effet PNUAD/Programme de Pays N°. 3: « *L’État congolais améliore la gestion de ses ressources naturelles et des bénéfices associés ainsi que les mécanismes de gestion des catastrophes et s’engage dans l’économie verte* »

***Projets dédiés à l’Effet 3 (Source : Suivi-Evaluation/PNUD/Kinshasa) :***

* 78518: PIMS 4785 Prep of DRC's Climate Change Capacity Building (NAMAs)
* 84244 : Renforcement et mobilisation REDD+
* 85557 : Résilience climat et désastres (DDR)
* 79568 : Plan d'élimination des HCFCs (CFC)
* 89602 : Promotion of Mini&Micro Hydroelectricité
* 87497: Resiliance of Muanda’s Community (PANA COTIER)
* 86480 : Initiative " Energie Durable
* 91468 : PANA Femmes et Enfants (PANA AFE)
* 72678 : PANA ASA

## 3.2. Cadre de mise en œuvre du Programme

13. Le programme devait consacrer le passage progressif de l’exécution directe à l’exécution nationale, à mesure naturellement du relèvement des capacités au sein du la partie nationale, tout en s’accordant une flexibilité qui permette le recours à l’exécution directe, en accord avec le Gouvernement, ainsi que d’autres modalités (les procédures liées aux organisations non gouvernementales et aux agences et les procédures accélérées, par exemple). La coordination est assurée au niveau national par le Ministère en charge de la Coopération Internationale, (Agence de coordination du Gouvernement). Les Ministères, les Organisations de la société civile, les agences des Nations Unies dont le PNUD mettent en œuvre les activités du programme. L'Agence de coordination du Gouvernement désigne l’Agence coopérante du Gouvernement en charge d’assurer la participation de ce dernier dans la préparation des documents de projets (PRODOC) et plans de travail annuels (PTA) d’assistance du PNUD. Les PTA, signés entre le PNUD et chaque partenaire d'exécution, décrivent les résultats spécifiques à atteindre, les activités et les ressources subséquentes.

14. Sous le leadership du Gouvernement, sont donc systématisés la planification et les revues conjointes entre le Gouvernement, le PNUD, le système des Nations Unies (SNU) et les partenaires hors SNU. Enfin la gestion axée sur les résultats, le développement des compétences des personnels, le relèvement des normes de conception de projets/programmes et ainsi que l’assurance qualité dans la collecte, l’analyse et la gestion des données, sont mises en avant pour guider l’action du programme.

15. Tout en renforçant sa présence sur le territoire national, notamment à l’Est et à l’Ouest du pays, le programme devait également conforter une stratégie de partenariats guidée par les perspectives ouvertes grâce au «Nouveau Pacte», en développant des possibilités de coopération Sud-Sud et des synergies avec des entreprises socialement responsables en matière d’emploi et de gestion des ressources naturelles, tout en veillant à assurer une sensibilisation et une communication efficaces axées sur les résultats. Dans le cadre de cette approche, le PNUD devait entamer sa sortie de son rôle de bénéficiaire principal des projets du Fonds mondial, qu’il assume depuis 2007. Enfin, la gestion active du risque est assurée par l’Unité Politiques et Stratégies afin de fournir des analyses de planification et de gestion des risques, de surveiller les facteurs de risques pour repérer les risques stratégiques, la flexibilité dans la programmation et la budgétisation, la détection précoce et l’élimination des goulots d’étranglement, et la pleine conformité avec les normes minimales de sécurité opérationnelle.

## 3.3. Résumé du cadre budgétaire

16. La programmation budgétaire actée dans le cadre des résultats et des ressources, annexé au Plan d’action du Programme répartit comme suit les ressources entre les trois effets structurant du programme :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | Effets | Allocations budgétaires (USD) | | |
| Ressources régulières | Autres Ressources | Global |
| 1. | "Le cadre institutionnel et les structures citoyennes sont renforcés en vue d’assurer la promotion des droits humains et le développement en RDC" | 34.798.200 | 346.826.160 | 381.624.360 |
| 2. | "Les institutions publiques mettent en œuvre efficacement des politiques et des programmes concertés d’appui aux acteurs clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d’accélérer la création d’emploi et de générer des revenus" | 13.991.280 | 72.255.450 | 86.246.730 |
| 3. | "L’État congolais améliore la gestion de ses ressources naturelles et des bénéfices associés ainsi que les mécanismes de gestion des catastrophes et s’engage dans l’économie verte" | 9.327.520 | 72.255.450 | 81.582.970 |
| 4. | Programme | 58.117.000 | 491.337.060 | 549.454.060 |

*Source : PNUD/CPAP 2013-2017*

# 4. Portée de l’évaluation

17. L’évaluation couvre les trois axes stratégiques par lesquels le PNUD est engagé à contribuer aux effets PNUAD : (i) Consolidation de la paix et renforcement de la démocratie, (ii) Planification du développement et croissance inclusive, (iii) Changement climatique et gestion des ressources naturelles. Ces domaines d’action sont mis en œuvre à travers une organisation de portefeuille en deux Piliers. L'évaluation doit avoir une large portée, en s’étendant non seulement sur les effets de manière générale, mais aussi sur la manière dont les projets et programmes du PNUD ont contribué ou contribuent à l’atteinte des effets de l’UNDAF. La couverture géographique est à l'échelle nationale.

# 5. Justification et Objet et de l’Evaluation

18. La mission a pour objet d’évaluer les progrès réalisés sous chacun des trois résultats (ou effets) identifiés dans le CPD, ainsi que sur le genre et d’autres thématiques transversales et ou d’intérêt spécifique pour le Bureau. L'évaluation permettra de fournir en retour, les éléments nécessaires au PNUD pour répondre à ses obligations de redevabilité sur le cycle en clôture et préparer la conception et la mise en œuvre d’un nouveau cycle de programme 2018-2022. Ceci permettra aux gestionnaires de programmes /projets et le Bureau Pays de disposer de recommandations stratégiques et pratiques issues des leçons apprises ainsi que des expériences utiles à partager avec toutes les parties prenantes incluant les bailleurs et les bénéficiaires cibles tels que le gouvernement, la société civile, les institutions nationales et autres acteurs.

# 5. Objectifs spécifiques de la mission

19. Les termes de référence de la mission indiquent que "l’évaluation devra répondre aux questions fondamentales suivantes réparties en cinq catégories ou analyses. Les cinq critères d'évaluation - la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact – seront appliqués pour cette évaluation" :

* **S’assurer de la pertinence des orientations stratégiques et programmatiques du CPD 2013-2017 :**
* Dans quelle mesure les effets du CPD et leurs stratégies de mise en œuvre sont pertinents par rapport à l’UNDAF 2013-2017 et aux priorités nationales exprimées pour la même période à travers les principaux documents et plans stratégiques de développement du pays ?
* Quels sont les facteurs externes qui ont contribué à la réalisation ou non des effets escomptés ?
* **Mesurer l’efficacité et l’efficience de la contribution du PNUD :**
* Quels sont les niveaux de réalisation des effets du CPD 13-17 du PNUD RDC : résultats et défis majeurs ?
* Dans quelle mesure les résultats obtenus au niveau des effets du CPD ont-ils contribué aux effets de l’UNDAF et du Plan Stratégique du PNUD ?
* Dans quelle mesure la stratégie du Bureau Pays PNUD RDC (y compris la stratégie de mobilisation des ressources, de Suivi et Evaluation, de partenariat et de communication) et la gestion des opérations d’une manière générale sont focalisées d’une manière cohérente sur les progrès vers les effets escomptés de l’UNDAF y compris les priorités nationales?
* Quelles sont les pistes et propositions pertinentes concernant les domaines et stratégies qui doivent être modifiés ou qui ont besoin d’améliorations significatives pour la formulation du nouveau programme pays.
* **Evaluer les progrès réalisés et les perspectives en matière de l’égalité entre les sexes :**
* Evaluer, à travers la transversalité du genre, les résultats transformationnels des interventions y afférents, dégager les facteurs contextuels positifs (socio-économique, normatif et socio-anthropologiques) qui ont rendu possibles les résultats et dresser les profils de facteurs de résistance sur lesquels le futur CPD devra actionner sa stratégie de transformation qualitative des rapports sociaux homme–femme en vue de l’équité des sexes.
* Dans quelle mesure le Programme pays PNUD RDC 13-17 a-t-il contribué à la promotion de l'égalité entre les sexes, à l’autonomisation de la femme et à l’émergence des mécanismes d’inclusion?
* **Appropriation Nationale, Renforcement des Capacités et Durabilité**
* Comment est-ce que l’appropriation Nationale du Programme Pays a été prônée ?
* Quels effets durables ont été produits par les capacités nationales et locales qui ont été développées et renforcées par le programme pays?
* **Définir les axes stratégiques pour la période 2018-2022**
* L’atteinte (même partielle) des objectifs majeurs du CPD 2013-2017 structurés à travers ses trois effets devraient conduire à une nouvelle dynamique du cadre de coopération entre le PNUD et le Gouvernement de la RD Congo, susceptible d’induire une relance socio-économique tirée par un certain nombre de secteurs porteurs et d’actualité. Dans ce cadre, cet exercice devra, sur la base de l’analyse approfondie de l'évolution du contexte national et international, ainsi que les priorités nationales, identifier et proposer des recommandations/orientations stratégiques et programmatiques les plus pertinentes pour la formulation du nouveau programme pays (CPD 2018-2022).

# 6. Produits attendus de la mission

20. Les produits spécifiques attendus de l’équipe d’évaluation sont :

1. Rapport initial de l’évaluation : document décrivant la compréhension du mandat, la méthodologie spécifique à suivre pour l’évaluation y compris le cadre analytique qui sera utilisé pour réaliser les méta-analyses. La note devra aussi indiquer la méthode retenue par les évaluateurs pour conduire l’analyse prospective indiquée dans les objectifs de la présente évaluation. De même, la répartition des tâches entre les membres de l’équipe, le chronogramme de la mission, les outils d’analyse et de collecte des données complémentaires devraient être inclus dans la note qui sera présentée par l’équipe des consultants aux parties prenantes de l’évaluation. Une version finale de la note intégrant les feedbacks et suggestions de ces derniers sera produite et transmise au PNUD **(produit N° 1);**
2. Draft du rapport d'évaluation ne comptant pas plus de 30.000 mots (à l'exception du résumé exécutif et des annexes) en français et selon le format fourni en Annexe 1 **(produit N° 2)**;
3. Présentation des principales conclusions et recommandations à la réunion des parties prenantes à Kinshasa et la facilitation de l’atelier (par le chef d’équipe senior) en utilisant des méthodes participatives **(Produit N°3);**
4. **Une annexe portant sur les axes stratégiques d’orientation (en français et anglais), dûment motivés pour la période programmatique 2018-2022 (Produit 4).** L’équipe de l’évaluation est responsable de la traduction du document final en anglais et en français.
5. Un second draft du rapport d’évaluation comportant cette fois toutes les recommandations pertinentes issues de l’atelier de présentation avec les toutes les parties prenantes **(Produit N°5);**
6. Rapport final d’évaluation comptant aumaximum 30.000 mots (à l'exception du résumé exécutif et des annexes) en français selon le format fourni en Annexe 1 **(Produit N° 6).**

# 7. Méthodologie d’évaluation

## 7.1. Règles générales d’intervention

21. Notre intervention au titre de l’évaluation objet de la présente note conceptuelle se fera en observant les principes ci-dessus, d’ordre déontologique et technique :

* Normes éthiques les plus exigeantes communément admise en matière d’évaluation : Indépendance et équidistance vis-à-des acteurs, notamment
* Logique conceptuelle : collecte et ordonnancement des données et des faits, d’abord, Interprétation et Analyse ensuite, Formulation d’un jugement, enfin
* Triangulation des informations en démultipliant les sources chaque fois que possible
* Approche qualitative et qualitative

## 7.2. Processus de collecte de données

22. La collecte de données pour informer l’opinion de la mission se fera à trois niveaux résumés ci-dessous :

### 7.2.1. Recueil d’informations secondaires et revue documentaire, à Kinshasa et provinces de l’intérieur

23. Il s’agit d’informations collectées en amont et indépendamment de l’évaluation, mais qui peuvent la servir valablement ; elles portent directement sur le programme ou sur des éléments de contexte susceptibles toutefois de l’éclairer. La situation des données disponibles à cette étape du Rapport initial est comme suit, autour des deux piliers du programme :

1. **Pilier 1/Effet 1**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Projets spécifiques** | | **Volets** | **Documents** | |
| **Code Atlas** | **Intitulés** | **Disponibles** | **Non Disponibles** |
| 85543 | Appui aux Institutions parlementaires | AIDOR | PTA 2013, PTA 2014, PTA 2015, compte rendu réunion comité de pilotage , Rapport d’évaluation à mi-parcours | Prodoc  Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 86624 | Participation citoyenne | AIDOR | PTA 2013, PTA 2014, PTA 2015, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Prodoc  Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 93852 | PAIDS | AIDOR | PRODOC , PTA, Rapport d’évaluation à mi-parcours | PTA  Rapports de progrès |
| 85546 | PACEC | AIDOR | PRODOC, Rapport d’évaluation à mi-parcours | PTA  Rapports de progrès |
| 85548 | Reddition de comptes | AIDOR | PTA 2013,2014,2015, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Prodoc  Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 85549 | Appui à la décentralisation et gouvernance locale | ADGL | PTA, rapport annuel et trimestriel, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Prodoc  PTA 2016 |
| 91941 | PIP programme conjoint NK | ADGL | PRODOC, PTA, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 60539 | Appui à la Justice | RJS | Prodoc, PTA, compte rendu Comité de pilotage, rapport annuel 2013, 2014, Rapport d’évaluation à mi-parcours | PTA 2016 |
| 72881 | Profiling project | RJS | Rapport d’évaluation à mi-parcours | Prodoc, PTA, Rapports de progrès |
| 78897 | App. Instit. Jud. & Pén. | RJS | PTA 2013, PTA 2014, PTA 2015, compte rendu réunion comité de pilotage , briefing note composante PLASED, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 81138 | projet Police de proximité | RJS | PRODOC; PTA, | Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 85291 | Projet Cellule Appui Pour.Jud. | RJS | PRODOC, PTA | Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 86625 | ALPC & Désarmement Com | RJS | PTA | Prodoc  Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 86626 | Réforme de la Justice | RJS |  | Prodoc  Rapports de progrès  PTA |
| 86627 | Cadre de Reforme de l'Armée | RJS |  | Prodoc  Rapports de progrès  PTA |
| 85547 | Réforme de la Police | RJS | PRODOC, PTA | Rapports de progrès  Rapport d’évaluation  PTA 2016 |
| 86178 | SGBV et Lutte contre Impunité | RJS | PRODOC, PTA | Rapports de progrès  Rapport d’évaluation  PTA 2016 |
| 90384 | Collecte données Consolidation | RJS | PTA 2015,Rapport | Prodoc  Rapport d’évaluation  PTA 2016 |
| 95497 | Team of Experts II (TOE II) | RJS | PTA 2015 | Prodoc  Rapports de progrès  Rapport d’évaluation  PTA 2016 |

1. **Pilier 2/Effet 2**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Projets spécifiques** | | **Volets** | **Documents** | |
| **Code Atlas** | **Intitulés** | **Disponibles** | **Non Disponibles** |
| 78916 | Enquete 1-2-3 | PLASED | PTA 2013, PTA 2014, PTA 2015, compte rendu réunion comité de pilotage , briefing note composante PLASED, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Prodoc  Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 90046 | community Reintegration (Fonds Supplémantaire japonais) | MED | PRODOC, rapport sur l'évaluation de l'approche 3x6, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Rapports de progrès  PTA |
| 86481 | Relèvement communautaire (Kalehe/PBF, Nyuzu, BCPR, ERP et TRAC) | MED | PRODOC IRF Kalehe, Prodoc ER, PIP BCPR, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Rapports de progrès  PTA |
| 86628 | Politique Nationale VIH | MED | PTA 2013, PTA 2014, PTA 2015, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Prodoc  Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 82554 | Consolidation de la paix dans les zones minieres artisanales du Nord Kivu/ Projet Rubaya | MED | PRODOC, Rapport final du projet, rapport d'évaluation finale | Prodoc  Rapports de progrès |
| 79382 | Relance Economique Maniema | MED | PRODOC, rapport final | Rapports de progrès |
| 78605 | Relèvement Communautaire et consolidation de la paix/ KOICA | MED | PRODOC, rapport évaluation finale du projet, rapports annuels 2013 et 2014 |  |
| 85551 | Planification et programmation | PLASED | PTA 2013, PTA 2014, PTA 2015, compte rendu réunion comité de pilotage , briefing note composante PLASED | Prodoc  Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 85553 | Gestion et coordination de l'aide | PLASED | PTA 2013, PTA 2014, PTA 2015, compte rendu réunion comité de pilotage , briefing note composante PLASED | Prodoc  Rapports de progrès  Rapport d’évaluation |
| 70809 | Renforcement des capacités communautaires en gestion des conflits et promotion de la paix à l’Est de la République Démocratique du Congo | MED | PRODOCs, Rapport évaluation | Rapports de progrès  PTA |
| 78824 | Microfinance 2 | MED | PRODOC, rapport des progres, PTA 2013, 2014 et 2015 | Rapport d’évaluation  PTA 2016 |

1. **Pilier 2/Effet 3**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Projets spécifiques** | | **Volets** | **Documents** | |
| **Code Atlas** | **Intitulés** | **Disponibles** | **Non Disponibles** |
| 78518 | PIMS 4785 Prep of DRC's Climate Change Capacity Building (NAMAs) | CCEV | PRODOC, PTA 2015, Brochure LECB NAMA, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 84244 | Renforcement et mobilisation REDD+ | CCEV | PRODOC, Rapport d’évaluation à mi-parcours | PTA  Rapports de progrès |
| 85557 | Résilience climat et désastres (DDR) | CCEV | PRODOC, PTA 2015, breifing note, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 79568 | Plan d'élimination des HCFCs (CFC) | CCEV | Prodoc, PTA 2015, CLAP, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 89602 | Promotion of Mini&Micro Hydroélectricité | CCEV | PRODOC, rapports Dex , PTA 2013, 2014 et 2015, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 87497 | RESILIANCE OF MUANDA'SCOMMUNITY (PANA COTIER) | CCEV | Prodoc, PTA 2015, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 86480 | Initiative " Energie Durable | CCEV | Prodoc, PTA 2015, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Rapports de progrès  PTA 2016 |
| 91468 | PANA FEMMES ET ENFANTS **(PANA AFE)** | CCEV | Prodoc, PTA 2015, Rapport d’évaluation à mi-parcours | Rapports de progrès |
| 72678 | PANA ASA | CCEV | PRODOC, rapport d'evaluation finale | Prodoc, PTA  Rapport d’évaluation |

### 7.2.2. Entretiens avec les acteurs et parties prenantes à *Kinshasa et provinces de l’intérieur* :

* Entretiens individualisés avec les acteurs clés et autres personnes ressources, au sein du programme comme dans son environnement.
* Focus groupes : cette technique sera surtout utilisée pour échanger avec les bénéficiaires et recueillir leurs perceptions.

### 7.2.3. Visites de sites et d’ouvrages/réalisations à *Kinshasa et provinces de l’intérieur*

24. Il s’agira, à ce niveau, de mesurer par contact direct et témoignage de premier rang de la qualité des réalisations du programme.

**Pilier 1/Effet 1** : Le cadre institutionnel et les structures citoyennes sont renforcés en vue d’assurer la promotion des droits humains et le développement en RDC

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Institutions/personnes | KINSHASA | PROVINCES |
| Résultat 1  La législation essentielle aux reformes est adoptée, le contrôle de l’action gouvernementale, la responsabilité des élus et la communication avec les organisations de la société civile sont effectifs | | |
| Institutions nationales | Parlement Senat, , Ministère Jeunesse, Ministère Intérieur  Conseil National de la Jeunesse et Organes de régulations des médias | Ministère provincial de la jeunesse  Assemblées Provinciales |
| Partenaires techniques/financiers | Unicef, UNESCO, UNFPA, MONUSCO CAS |
| Société civile | Comité national de suivi du symposium de la société civile |
| Résultat 2  L’appropriation nationale en matière d’organisation et de gestion du processus électoral assurée. | | |
| Institutions nationales | CENI, Parlements, Cour suprême, conseil de l’audiovisuel |  |
| Partenaires techniques/financiers | MONUSCO/Division Electorale |
| Société civile | OSC et Partis politiques |
| **Résultat 3**  L’autorité de l’Etat est progressivement restaurée et des réponses structurelles sont formulées et appliquées au niveau communautaire dans les domaines de la gestion et prévention des conflits, la lutte contre les violences basées sur le genre et le VIH/SIDA dans les provinces cible. | | |
| Institutions nationales | Ministère de la Justice, Inspections générales de police, Ministères de l’intérieur/défenses, Ministère de la santé/PNMLS/Ministère genre/ Ministère développement rural  Conseil Supérieur de Magistrature, service de documentation et d’études  Comité national des armes légères  Comité de suivi des réformes de la police |  |
| Partenaires techniques/financiers | MONUSCO, UNPOL, BCN,UDH, UNICEF, UNESCO/UNFPA/ONUDC  UNICEF/FAO/ONUHABITAT/MONUSCO/InternationalAlert/NRC/CARE/UWAKI/Radios communautaires – Entreprises  ONUSIDA/Equipe Conjointe Nations Unies/MONUSCO/BCNUDH/OSC |
| Société civile | MAG/NRC/OSC |
| **Résultat 4**  L’administration publique est restructurée et capable de rendre des services Publics de base, le contrôle des politiques publiques par les institutions nationales est plus effectif et participe à la lutte contre la corruption | | |
| Institutions nationales | Parlement  Ministère de la fonction publique  Ministère Finances  Cour des comptes et OCEP/Observatoire de la dépense publique |  |
| Société civile | OSC/Journalistes et Radio Communautaires |
| **Résultat 5**  La planification du développement, la programmation et les mécanismes de gestion des ressources sont opérationnels et performants dans les provinces et les ETD | | |
| Institutions nationales | Ministère de la décentralisation  CTAD/COREF/MONUSCO/UNICEF |  |
| Société civile | OKAPI/RTNC |

*Source : PNUD/RDC/CPAP/Cadre de résultats et de ressources*

**Pilier 2/Effet 2** : Les institutions publiques mettent en œuvre efficacement des politiques et des programmes concertés d’appui aux acteurs clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d’accélérer la création d’emploi et de générer des revenus.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Institutions/personnes | KINSHASA | PROVINCES |
| MICROFINANCE | | |
| Programmes/projets/Fonds | * PASMIF II * Fonds National de la MF * Fonds pour l’inclusion financière en RDC | * FIF (ex-FPM), Bukavu (**Sud-Kivu**) |
| Ministères techniques et autres structures publiques | * Ministère des Finances * Ministère de l’Agriculture * Ministère des PME * Banque Centrale du Congo |  |
| Prestataires de services financiers (Coopec, IMF, banques, MUSO, AVEC) bénéficiaires | * MUFESAKIN * FINCA | * CAMEC Mbanza Ngungu (**Bas-Congo**) * CAMEC Inkisi (**Bas-Congo**) * COOPEC MECRECO, Goma (**Nord-Kivu**) * COOPEC Nyawera, Goma (**Nord-Kivu**) * COOPEC UMOJA WETU (**Nord-Kivu**) * AVEC Goma, (**Nord-Kivu**) * COOPEC Nyawera, Burkavu (**Sud-Kivu**) * PAIDEC Microfinance, Bukavu (**Nord Kivu**) * COOPEC Kalundu, Uvira (**Sud-Kivu**) |
| Associations professionnelles | * APROSEC * ANIMF |  |
| Prestataires de services techniques | * GEMIFIC ? * CEFORMAD ? |  |
| Bailleurs de fonds | * PNUD * KfW * Banque Mondiale * Coopération belge/Ambassade de Belgique * Coopération suédoise/Ambassade de Suède | * PNUD, Mbanza Ngungu (**Bas-Congo**) * PNUD, Kitwit (**Bandundu**) * PNUD **Nord-Kivu** * PNUD **Sud-Kivu**) |
| RELEVEMENT/RESILIENCE COMMUNAUTAIRE ET RELANCE ECONOMIQUE | | |
| Programmes/projets/Fonds | * STAREC * Projet Intégré de stabilisation du Nord Kalehe Sud-Kivu (en cours) | * STAREC **Nord-Kivu** * STAREC **Sud-Kivu** |
| Structures partenaires |  | * PNUD UN-HABITAT, OIM, FAO (**Nord- et Sud-Kivu**) * PNC, Administration Publique, Justice, service foncier, IPAPAL ((**Nord- et Sud-Kivu**) * ONG : APC, AFEDEM ((**Nord- et Sud-Kivu**) |
| Bénéficiaires |  | * Communautés locales (**Nord-Kivu**) * Communautés locales (**Sud-kivu**) |
| VIH | | |
| Programmes/projets/Fonds | * PNMLS | * PNMLS, Goma (**Nord-Kivu**) * PNMLS, Bukavu (**Sud-Kivu**) |
| Ministères techniques | * Ministère de la santé * Ministère de la justice |  |
| Bénéficiaires | * Associations de personnes vivant avec le VIH * ONG |  |
| PLASED | | |
| Programmes/projets/Fonds | * PNUD/Projet Planification et Développement * PNUD/Projet Coordination et Gestion de l’Aide * PNUD/Projet Statistique |  |
| Ministères techniques | * Ministère du Plan et Révolution de la Modernité (coordination ENP, DEME, DPR, DCRE et PGAI) | * Ministère provincial du Plan (**Nord-Kivu**) * Ministère provincial du Plan (**Sud-Kivu**) |
| Bénéficiaires | * Ministère du Plan * INS | * Ministère provincial du Plan (**Nord-Kivu**) * Ministère provincial du Plan (**Sud-Kivu**) |

*Source : PNUD/RDC/CPAP/Cadre de résultats et de ressources*

**Pilier 2/Effet 3** : L’État congolais améliore la gestion de ses ressources naturelles et des bénéfices associés ainsi que les mécanismes de gestion des catastrophes et s’engage dans l’économie verte.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Institutions/personnes | KINSHASA | PROVINCES |
| Résultat 1  La RDC dispose des capacités d’opérer et de mettre en œuvre des choix pertinents en matière de gestion des ressources naturelles et d’utilisation des terres | | |
| Institutions nationales | Ministère de l’Environnement/Agriculture/ |  |
| Partenaires techniques/financiers | FAO/UNESCO/PNUE  Réseau des Ressources Naturelles, UICN, WWF et ICN |
| Société civile |
| Résultat 2  La RDC investit progressivement dans l’économie verte. | | |
| Institutions nationales | Min Environnement/Plan/ |  |
| Partenaires techniques/financiers | FAO/UNESCO/PNUE  Groupe de Travail Climat  Ressources Naturelles, UICN, WWF et ICN |
| Société civile |
| **Résultat 3**  Le pays développe des mécanismes de prévention et de réponse aux catastrophes naturelles. | | |
| Institutions nationales | Min Affaires Sociales et Action Humanitaire  MIN ENVIRONNEMENT/INTERIEUR/ |  |
| Partenaires techniques/financiers | FAO/UNESCO/PNUE/PAMUNOPS/CICR/CROIX ROUGE/CARITAS ET OXFAMGB |
| Société civile |
| **Résultat 4**  L’accès des populations rurales à l’hydro-électricité et aux autres sources d’énergies propres est accru | | |
| Institutions nationales | MIN ENERGIE/ENVIRONNEMENT |  |
| Partenaires Techniques/Financiers | FAO/UNESCO/PNUE/ONUDI |

**Genre**: Transversal aux Effets 1,2,3.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Institutions/personnes | KINSHASA | PROVINCES |
| Résultat 1  La législation essentielle aux reformes est adoptée, le contrôle de l’action gouvernementale, la responsabilité des élus et la communication avec les organisations de la société civile sont effectifs | | |
| Institutions nationales | Parlement Senat  Ministère Jeunesse, Ministère Intérieur | Assemblées Provinciales  Ministère provincial de la jeunesse |
| Partenaires techniques/financiers | Unicef, UNESCO, UNFPA, MONUSCO CAS |
| Société civile | Comité national de suivi du symposium de la société civile |
| Effet 2  Les institutions publiques mettent en œuvre efficacement des politiques et des programmes concertés d’appui aux acteurs clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d’accélérer la création d’emploi et de générer des revenus  Résultat 2.1.  Les politiques et programmes publiques sont mieux orientées au niveau central et provincial et les chaines de valeur sont développées et pourvoyeuses d’emploi. | | |
| Partenaires techniques/financiers | Ministère décentralisation/  CTAD/COREF/INS  Ministère du Plan/INS/  Ministères du Portefeuille/  MINISTERE DU PLAN/MIN FINANCES/BUDGET/COOPERATION INTERNATIONALE/MIN FINANCES/  BANQUE CENTRALE DU CONGO/  MIN AGRICULTURE/ |  |
|  | MONUSCO |
| Société civile | OSC |
| **Effet 3**  L’État congolais améliore la gestion de ses ressources naturelles et des bénéfices associés ainsi que les mécanismes de gestion des catastrophes et s’engage dans l’économie verte  **Résultat 3.1.**  La RDC dispose des capacités d’opérer et de mettre en œuvre des choix pertinents en matière de gestion des ressources naturelles et d’utilisation des terres. | | |
| Institutions nationales | MIN ENERGIE/ENVIRONNEMENT |  |

*Source : PNUD/RDC/CPAP/Cadre de résultats et de ressources*

## 

## 7.3. Echantillonnage

25. ***La revue documentaire couvre l’ensemble*** du portefeuille attaché au programme. ***Les entretiens et les visites de sites, en revanche, portent sur un échantillon de personnes et de réalisations*** ***de terrain*** choisies, d’accord parties entre la mission et les gestionnaires de portefeuille, mais selon les critères d’inclusion ci-dessous arrêtés par les évaluateurs :

1. ***Couverture stratégique du portefeuille*** : avoir des personnes et des interventions qui représentent les différentes composantes du programme
2. ***Taille stratégique/volumique*** : avoir des interventions d’une certaine significativité
3. ***Diversité géographique*** : avoir des interventions montrant une couverture sinon exhaustive du moins diversifiée des zones de concentration du programme
4. ***Qualité*** : avoir des interventions réputées performantes et d’autres qui le seraient moins, pour permettre des apprentissages diversifiés, articulées sur les succès et les insuccès

26. Sur la base de ces critères, de la carte de concentration des interventions reproduite en annexe, et des échanges sur le sujet entre la mission et le staff technique du Bureau à Kinshasa, les sites d’observation ci-dessous, référés aux différents Effets du programme, sont retenus, à cette étape, pour être effectivement visités :

1. Effet 1 : Goma, Bukavu, Lubumbashi, Kisangani (Cslts. Int. + Nat.)
2. Effet 2 : Goma, Bukavu, Lubumbashi, Kisangani (Cslts. Int. + Nat.)
3. Effet 3 : Kinshasa, Bas-Congo, Bandundu, Equateur, Orientale (Cslts. Int. + Nat.)
4. Genre : Goma, Bukavu, Equateur (Cslt. Nat.)

## 7.4. Approche analytique

### 7.4.1. Structure d’analyse

27. Le programme sera observé à plusieurs niveaux :

1. Son contexte
2. Son concept
3. Sa mise en œuvre
4. Ses produits
5. Ses résultats directs (effets immédiats)
6. Ses effets intermédiaires
7. Suivi-évaluation

28. Cette observation, destinée à recueillir de l’information de base, sera supportée par un certain nombre d’outils et d’attitudes répertoriés dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° | Points d’ancrage | Supports |
| 1. | Contexte | * Analyse de contexte contenu dans le document de programmation et les Prodocs de projet * Tous autres documents d’analyse de l’environnement * Rapport d’évaluation à mi-parcours * Entretiens avec les acteurs |
| 2. | Concept | * Document de programme et Prodocs de projet : cadre de formulation/écriture du Programme, avec une attention particulière à porter sur le cadre de résultats * Rapport d’évaluation à mi-parcours |
| 3. | Cadre de mise en œuvre | * Arrangements de gestion contenus dans le cadre de mise en œuvre * Modalités d’exécution * Rapport d’évaluation à mi-parcours |
| 4. | Produits (Réalisations tangibles et intangibles du programme) | * Rapports d’avancement ou d’exécution des différentes composantes du Projet * Rapport d’évaluation à mi-parcours * Entretiens avec les différentes parties prenantes (y compris les bénéficiaires) |
| 5. | Résultats directs  (effets immédiats et intermédiaires) | * Rapports d’avancement ou d’exécution des différentes composantes du Projet * Rapport d’évaluation à mi-parcours * Entretiens avec les différentes parties prenantes (y compris les bénéficiaires) |
| 6 | Effets non recherchés (positifs ou négatifs) | * Rapports d’avancement ou d’exécution des différentes composantes du Projet * Rapport d’évaluation à mi-parcours * Entretiens avec les différentes parties prenantes (y compris les bénéficiaires) |
| 7. | Contributions d’Effets | * Rapports d’avancement ou d’exécution des différentes composantes du Programme * Rapport d’évaluation à mi-parcours * Entretiens avec les différentes parties prenantes (y compris les bénéficiaires) |
| 8. | Suivi-évaluation | * Dispositif et outils de S&E mis en place * Rapports d’avancement ou d’exécution et d’audit des différentes composantes du Projet, y compris rapports d’évaluation précédents * Rapport d’évaluation à mi-parcours * Entretiens avec les différentes parties prenantes (y compris les bénéficiaires) |

### 7.4.2. Cadre de remontée de la chaîne d’influence

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Niveau**  **Effets**  **(3)** | | | **Niveau Résultats contributeur aux Effets (14)** | | | | **Niveau Produits contributeurs aux Résultats spécifiques** | | | | **Niveau Activités génératrices**  **des Produits** | | | |
| **Rating** | | | Résultats (1-n) | **Rating** | | | Produits (1-n) | **Rating** | | | Activités (1-n) | **Rating** | | |
| **E** | **M** | **F** | **E** | **M** | **F** | **E** | **M** | **F** | **E** | **M** | **F** |
|  |  |  | Résultat**(1)** |  |  |  | Produit**(1)** |  |  |  | Activité**(1)** : (+) Réalisée |  |  |  |
| Activité**(2)** : (+) Réalisée |  |  |  |
| Activité**(n)** : (+) Réalisée |  |  |  |
| Produit**(n)** |  |  |  | Activité**(I)** : (-) Non réalisée |  |  |  |
| Activité**(2)** : (-) Non réalisée |  |  |  |
| Activité**(3)** : (-) Non réalisée |  |  |  |
| Résultat**(n)** |  |  |  | Produit**(1)** |  |  |  | Activité (n) :(+-) Réalisée en partie |  |  |  |
| Activité**(2)** : (+) Réalisée |  |  |  |
| Activité**(n**: (-) Non réalisée |  |  |  |
|  |  |  | Produit**(n)** |  |  |  | Activité**(1)** : (+) Réalisée |  |  |  |
| Activité**(2)** : (-) Non réalisée |  |  |  |
| Activité**(n)** : (+) Réalisée |  |  |  |

Lexique : "**E**" pour Elevé ; "**M**" pour Moyen ; "**F**" pour Faible à Nul

29. Le cadre analytique adopté s’appuie sur les critères de l’évaluation explicitement visés par les termes de référence de la mission : pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité. L’approche prend également en compte les thématiques transversales comme le renforcement de capacités, l’appropriation nationale en relation avec la durabilité, notamment.

30. L’analyse débouche sur un système de notation des performances assorti d’une échelle de valeurs qualitative à trois seuils : « E » pour élevé, « M » pour moyen et « F-N » pour Faible à Nul. En amont de chaque attribution de note, les déterminants de celle-ci sont exposés dans le détail.

### 7.4.3. Triangulation

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° | Types de triangulations | Valeur ajoutée sur la qualité de l’évaluation |
| 1. | Triangulation des sources d’information | Prémunit contre la dépendance vis-à-vis d’un « informateur » et le risque d’une information biaisée |
| 2. | Triangulation des outils de collecte | Elle permet d’optimiser le cadre instrumental de l’évaluation, les limites de chaque outil étant jugulées par les corrections apportées par les qualités d’un autre. |
| 3. | Triangulation sur les méthodes ou angles d’analyse | Elle permet d’aboutir à des jugements exhaustifs |

### 7.4.4. Imputation versus contribution

31. Une grande difficulté rencontrée en évaluation est relative à la question de savoir comment retracer la relation de causalité entre un programme et ses résultats et effets. En d’autres termes, quels résultats sont imputables au programme (causalité exclusive) et à quels effets a-t-il seulement contribué (causalité multiple) ?

32. Dans le cas d’espèce, l’analyse discriminante de causalité sera articulée sur les repères actés dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | Relation causale | Caractéristiques observables | Angles d’analyse | Evidences |
| 1. | Imputation | 1. Le Programme seul est actif dans l’environnement où l’effet est observé 2. Il n’y a pas eu d’autres interventions similaires ou pour des raisons diverses n’ont pas abouti 3. Il n’y a pas eu non plus de dynamique intrinsèque, interne à l’environnement, ayant pu conduire audit effet | 1. S’attacher à faire ressortir la focalisation du programme sur l’effet observé, dans la programmation des produits d’abord, dans le déroulement opérationnel des activités ensuite 2. S’attacher à faire ressortir les liens directs/exclusifs faits par les parties (gestionnaires du programme, bénéficiaires et autres acteurs/observateurs de l’environnement) entre l’action du Programme et l’effet 3. Traquer de tels liens directs/exclusifs rapportés dans des rapports antérieurs validés | D’une manière générale, la recherche des évidences, pour les imputations comme pour les contributions, se fera par trois canaux complémentaires, le troisième étant toutefois rare et exceptionnel :   1. Analyse de la nature, de la densité et de la qualité du lien stratégique entre l’action du programme et l’effet observé 2. Analyse des références des bénéficiaires de l’effet et des autres acteurs observateurs qui ont toujours une opinion généralement robuste sur ce qui est dû au programme et/ou à d’autres interventions similaires 3. Relevé des signatures : il peut arriver qu’un effet porte un identifiant de son origine causale (élément de culture spécifique par exemple) ; mais ces situation sont exceptionnelles, les signatures s’arrêtant généralement au niveau des produits (plaque apposée sur un ouvrage, un support, etc.) |
| 2. | Contribution | 1. Le Programme n’était pas seul actif dans le créneau de l’effet observé 2. Il y a eu d’autres interventions similaires ayant pu engendrer une partie de l’effet observé 3. Il a également pu y avoir des dynamiques intrinsèques, internes à l’environnement, ayant pu conduire audit effet | 1. Contraster les moyens et les intelligences engagées par le Programme sur l’effet, avec les engagements (s’ils sont connus) des autres interventions 2. Relativiser l’analyse avec la revue des dynamiques internes de l’environnement ayant pu favoriser la survenue de l’effet (si c’est pertinent) |

### 7.4.5. Cadre de d’identification des leçons apprises

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° | Assiette | Utilités |
| 1. | 1. Difficultés/contraintes d’exécution, vécues par le Programme et ayant un risque de se reproduire dans des contextes similaires | 1. Attirent l’attention sur les difficultés/contraintes à surmonter pour la formulation du nouveau programme pays (CPD 2018-2022). |
| 2. | 1. Opportunités/succès/bonnes pratiques relevées dans l’exécution pouvant servir dans des contextes similaires | 1. Attirent l’attention sur les niches d’opportunités et de valeur ajoutée à exploiter pour la formulation du nouveau programme pays (CPD 2018-2022). |

### 7.4.6. Cadre de construction des recommandations

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | Assiette | Nature | Caractéristiques | Utilités |
| 1. | 1. Observations faites par l’évaluation sur le Programme et sa mise en œuvre 2. Mutations intervenues dans l’environnement et ressorties dans l’analyse de contexte faite par l’évaluation | Recommandations opérationnelles | 1. Elles auront des liens manifestes avec les principales constations ressorties de l’évaluation 2. Elles auront un haut degré de faisabilité : moyens et délais nécessaires à leur mise en œuvre, raisonnable ; et responsabilités des acteurs concernés clairement identifiées | 1. Concourront à résoudre un problème identifié par l’évaluation 2. Aideront à tirer un meilleur parti d’une opportunité dont l’évaluation a fait ressortir qu’elle était insuffisamment exploitée |
| 2. | Recommandations stratégiques | Concourront à adapter les contenus et approches stratégiques du PNUD aux évolutions contextuelles intervenues entre les deux cycles de programmation |

**7.4.7. Cadre d’élaboration des orientations stratégiques et programmatiques pour la formulation du programme pays (CPD 2018-2022)**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Sources** | **Caractéristiques** | **Utilités** |
| Observations faites par l’évaluation sur la pertinence/cohérence du Programme ou des effets non recherchés (positifs ou négatifs) | Elles auront des liens manifestes avec les principales constatations ressorties de l’évaluation | Concourront à l’amélioration de l’élaboration de la raison d’être/conception et cibles de la programmation 2018-2022 |
| Observations faites par l’évaluation sur les stratégies de mise en œuvre | Elles auront des liens manifestes avec les principales constatations ressorties de l’évaluation | Concourront à adapter les stratégiques de mise en œuvre du PNUD aux évolutions contextuelles intervenues au cours de la programmation 2013-2017 |
| Mutations intervenues dans l’environnement et ressorties dans l’analyse de contexte faite par l’évaluation | Elles auront des liens avec les évolutions du contexte national, régional et international | Concourront à adapter la programmation 2018-2022 du PNUD aux évolutions contextuelles |
| Leçons et recommandations de l’évaluation | Elles auront des liens manifestes avec les principales constatations ressorties de l’évaluation | Aideront à tirer un meilleur parti des faiblesses, des forces, des contraintes et des opportunités identifiées par l’évaluation |
| Mini-ateliers stratégiques avec les responsables du PNUD, les principaux partenaires gouvernementaux, les bailleurs et les acteurs clés de la société civile | Elles auront des liens avec les expériences des parties prenantes | Contribueront à donner u caractère inclusif et consensuel à la programmation 2018-2022 |

# 8. Structure du Rapport

**Acronymes**

Identification du Rapport

* Nom de l’intervention d’évaluation
* Calendrier de l’évaluation et date du rapport
* Pays de l’intervention d’évaluation
* Noms et organisations des évaluateurs
* Nom de l’organisation initiant l’évaluation

**Résumé Exécutif**

1. Concept & Cadrage Effet/Programme

2. Résultats obtenus

3. Contraintes/difficultés observées

4. Leçons apprises

5. Recommandations

6. Orientations stratégiques clés

**Introduction**

1. But de l’évaluation

2. Portée de l’évaluation

3. Objectifs de l’évaluation

4. Questions évaluatives

5. Méthodologie

5.1. Revue documentaire

5.2. Entretiens

5.3. Cadre d’analyse

5.4. Limitations et mesures et remédiation

5.5. Calendrier de la mission

**1. Contexte Programme**

**2. Contenu programmatique**

2.1. Axes stratégiques et couverture géographique

2.2. Arrangements d’exécution

2.3. Programmation financière initiale

2.4. Modifications intervenues en cours de mise en œuvre

**3. Evaluation de performances**

3.1. Pertinence

3.2. Efficacité (y compris sur le Genre)

3.3. Effets/Impacts

3.4. Efficience

3.5. Durabilité

3.6. Sensibilité aux thématiques transversales

**Conclusion**

1. Principales constations sur le /Programme
2. Contraintes/difficultés rencontrées

3. Leçons apprises

4. Recommandations

4.1. Recommandations glogales

4.2. Recommandation/Effets

**ANNEXES**

1. Matrice d’évaluation

2. Bibliographie

3. Liste des personnes rencontrées et des structures visitées

4. Termes de référence de la mission

**Orientations stratégiques vers un nouveau cycle de programmation**

1. Base propositionnelle
   * Evolution dans le contexte
     1. International
     2. National

* Défis issus du cycle précédent

1. Orientations programmatiques

* Contenus stratégiques
* Approches instrumentales

# 9. Déroulement opérationnel de la mission

## 9.1. Principales étapes

33. ***La première phase*** de la mission consistera en une revue des documents de base du programme concerné. Il s’agira essentiellement des suivants :

* Documents de référence du PNUD et de RDC en matière de développement, notamment : UNDAF, Plan Stratégique du PNUD, CPD/CPAP du PNUD-RDC, Document de stratégie de développement et autres Documents de politique sectorielle de la RDC
* Documents de planification et d’évaluation du Projet, faisant respectivement ressortir ce qui était programmé et ce qui a été réalisé jusque-là : CPD, CPAP, Prodoc, PTA, Rapports annuels de progrès, Rapports d’évaluation, notamment.

34. Ces documents seront essentiellement mis à disposition par le PNUD et, éventuellement, les institutions nationales partenaires. La revue documentaire permet de stabiliser la méthodologie, y compris en élaborant des outils de collecte de données pour conduire avec efficacité et rationalité l’approche des personnes à rencontrer les visites de sites à effectuer. La présente ***Note méthodologique détaillée***, élaborée pour servir de feuille de route stratégique à la mission, est dûment informée par cette revue documentaire. Lui sont intégrés une matrice d’évaluation et des outils de collecte et d’analyse de données plus spécifiques.

35. ***La deuxième phase*** de la mission consistera en des entretiens avec les acteurs et les parties prenantes, d’une part, en des visites de réalisations, d’autre part. Elle permettra notamment de trianguler l’information documentaire avec la réalité donnée à voir le terrain.

36. A titre exploratoire le sociogramme des acteurs et des parties nous apparaît pouvoir être esquissé ainsi qu’il suit, sous réserve d’enrichissements ultérieurs imposée par la mission de terrain.

***Niveau central national/provincial***

1. Autorités et Experts du PNUD/Bureau Pays de RDC à Kinshasa et en province
2. Autorités et Experts des partenaires parties prenantes directes ou indirectes au Programme
3. Administrations nationales concernées (pilotage et ou bénéfice) par le Programme, à Kinshasa et en province
4. Tous autres interlocuteurs pertinents
5. Populations et entités socioéconomiques bénéficiaires à la base

37. ***La troisième phase*** de la mission consistera, dans la suite de la collecte de données secondaires et primaire et de leur exploitation, à analyser cette matière accumulée et à rédiger le rapport. Une première version, transitoire, sera diffusée pour recueillir les observations du PNUD et des autres parties. Puis une version finale sera élaborée qui tiendra dûment compte de ces observations.

# 9.2. Chronogramme de mise en œuvre

38. Le calendrier tient strictement compte de la contrainte légale que constitue la période contractuelle fixée par le PNUD du 24 Août au 23 Septembre. Le choix des provinces reflète les données de géo localisation des interventions du Programme contenues dans la carte constitutive de l’Annexe A.6.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Tableau 1 : Chronogramme | | | | |
| N° | Etapes /Activités | | | Chronogramme |
| .1. | Briefing :Unité Suivi & Evaluation | | | 16 Novembre 2016 |
| .2. | Revue documentaire initiale | | | 15-18 Novembre |
| .3. | Elaboration du Rapport initial | | | 19 Novembre |
| .4. | Première partie des entretiens institutionnels à Kinshasa | | | 21-26 Novembre 2016 |
| .5. | Visites de terrain | Effet 1 | Lubumbashi | 27-30 Décembre 2016 |
| Kisangani | 2nd-5 Décembre 2016 |
| Goma | 27-29 Novembre 2016 |
| Bukavu | Jeudi 1ier-3 Décembre 2016 |
| Effet 2 | Lubumbashi | 27-30 Décembre 2016 |
| Kisangani | 2nd-5 Décembre 2016 |
| Goma | 27-29 Novembre 2016 |
| Bukavu | Jeudi 1ier-3 Décembre 2016 |
| Effet 3 | Kisangani | 27-30 Novembre 2016 |
| Mbandaka | 30 Novembre-04 Décembre 2016 |
| Bandundu | 26-30 Novembre 2016 |
| Matadi | 1ier-5 Décembre 2016 |
| Effet Genre | Kananga | 27 -30 Novembre 2016 |
| Mbuji-Mayi | 30-4 Décembre 2016 |
| .6. | Deuxième partie des entretiens institutionnels à Kinshasa | | | 05-09 Décembre 2016 |
| .7. | Elaboration du Rapport provisoire | | | 10-13 Décembre 2016 |
| .8. | Dépôt du Rapport provisoire | | | 13 Décembre 2016 |
| .9. | Transmission des commentaires sur le Rapport | | | 16 Décembre 2016 |
| .10. | Traitement des commentaires | | | 16-19 Décembre 2016 |
| .11. | Dépôt du Rapport final | | | 19 Décembre 2016 |

# ANNEXES

# OUTILS DE COLLECTE ET D’ANALYSE DE DONNEES

## A.1. Matrice d’évaluation : Collecte de données (Entretiens & Revue documentaire)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effet 1**  **Le cadre institutionnel et les structures citoyennes sont renforcés en vue d’assurer la promotion des droits humains et le développement en RDC.**  **Indicateur d’Effet :** Taux de satisfaction de la population pour les services publics; pourcentage des institutions mises en place et fonctionnelles conformément à la constitution de 2006; pourcentage du budget national alloué et décaissé en faveur des services sociaux de base | | | | | | | | | | **Justification**  **Observation**  **Commentaire** |
| **N°** | **Indicateurs spécifiques à renseigner**  **(Base cadre logique)** | | | **Baseline** | **Cibles** | **Réalisé** | **Source** | **Hypothèse** | **Alternative**  **(si hypothèse ci-contre non réalisée)** |
| **1.1.** | **Résultat 1.1.**  La législation essentielle aux reformes est adoptée, le contrôle de l’action gouvernementale, la responsabilité des élus et la communication avec les organisations de la société civile sont effectifs. | | | | | | | | | |
| 1.1.1. | Nombre de textes législatifs et règlementaires essentiels aux réformes dans les secteurs politiques, socioéconomiques et environnementaux adoptés | | | Baseline 79 lois dont 14 organiques et 33 essentielles aux reformes | Cible : (cumulative) : 55 lois essentielles dont 9 nouvelles lois organiques et 17 autres lois essentielles aux réformes |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et bénéficiaires du projet |  |
| 1.1.2. | Nombre de lois spécifiques à la protection des femmes et des couches défavorisées. | | | Baseline : 0 - | Cible : 10 |  |
| 1.1.3. | Taux de réalisation des recommandations issues des actions de contrôle du gouvernement. Baseline 2012 : 10% - Cible 2017 : 35% | | |  |  |  |
| 1.1.4. | Nombre d’outils de communication parlementaires opérationnels et accessibles au public. Cible : (cumulative): 6 (Annales parlementaires, site web Assemblée Nationale, Journal) | | | Baseline: 3 (chaine télé, site web Sénat et Annales parlementaires) | Cible: 100% |  |
| 1.1.5. | Nombre de politique élaborée de façon concertée entre l’Etat et la société civile au niveau national, provincial et local. | | | Baseline: 7 à lister) - | Cible: 17 |  |
| 1.1.6. | Nombre des cadres de concertation entre les autorités et la société civile mis en place et opérationnels au niveau central, provincial et local. | | | Baseline: 24 - | Cible: 40 |  |
| 1.1.7. | Pourcentage des organisations de la société civile partenaires ayant conduit au moins une action de contrôle par an dans leur domaine d’intervention. - | | | Baseline: 0% | Cible: 50%. |  |
| **1.2.** | **Résultat 1. 2.**  L’appropriation nationale en matière d’organisation et de gestion du processus électoral assurée. | | | | | | | | | |
| 1.2.1. | Existence d’un fichier électoral permanent et fiable. | | Baseline: 01 fichier électoral non fiable et non permanent | | - Cible: 01 fichier électoral permanent et fiable |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et cibles du projet |  |
| 1.2.2. | Pourcentage des antennes de la CENI équipées et fonctionnelles. | | Baseline: (189 antennes existent à ce jour) - | | Cible: 100% ; |  |
| 1.2.3. | Pourcentage des femmes enrôlées dans le fichier électoral. | | Baseline: 49% - | | Cible : 51% |  |
| 1.2.4. | Pourcentage de femmes candidates aux élections provinciales et locales – | | Baseline : 12% | | - Cible : 15% |  |
| **1.3.** | **Résultat 1.3.**  L’autorité de l’Etat est progressivement restaurée et des réponses structurelles sont formulées et appliquées au niveau communautaire dans les domaines de la gestion et prévention des conflits, la lutte contre les violences basées sur le genre et le VIH/SIDA dans les provinces cible. | | | | | | | | | |
| 1.3.1. | Pourcentage des territoires dans les provinces cibles couverts par des unités de la police nationale opérationnelles selon les normes et disposant des structures fonctionnelles engagées dans la lutte contre la prolifération des ALPC. provinces | | Baseline: 15% (sur 22 territoires) pour les unités de police et 7 sur 11 provinces disposent d’une antenne CNC-ALPC opérationnelle | | Cible: 45% des territoires et 11 |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et cibles du projet |  |
|  | Nombre des structures intervenant dans la chaine pénale (police, cours, tribunaux, prison) dans les provinces cibles qui disposent des capacités humaines et matérielles et assurent un meilleurs accès à la justice et la lutte contre l’impunité. | | Baseline: 52 cours et tribunaux, 3 unités de police, 5 prisons | | Cible: 52 cours et tribunaux, 3 unités de police, 5 prisons ; |  |
|  | Nombre d’entités territoriales dans les provinces cibles qui assurent efficacement les services administratifs à la population.; | | Baseline: 22 (appuis en infrastructures, formation et équipements) | | Cible: 22 assurent efficacement les services |  |
|  | Existence d’un cadre de dialogue entre le gouvernement et les partenaires sur la réforme de l’armée | | . Baseline: 0 | | Cible: 1 |  |
| 1.3.2. | Taux de prévalence des violences sexuelles basées sur le genre dans les provinces ciblées. | | Baseline 2011 : Ituri : 1826 cas Sud-Kivu 2713 Nord Kivu 5543 Kinshasa 405 Bandundu 349 - | | Cibles 2017: Diminution de 30% |  |
| 1.3.3. | Ratio des conflits résolus par rapport à ceux identifiés. | | Baseline: 1.213 conflits relatifs aux conflits fonciers, contrôle du pouvoir coutumier, contrôle des ressources naturelles, rivalités politico-ethniques et politico-administratives (Affaires Civiles - juin 2011) | | Cible: Réduction de 25% des conflits /tensions soit 300 conflits |  |
| 1.3.4. | Nombre de plans provinciaux de prévention du VIH ciblant les groupes à haut risque élaborés et mis en œuvre par et avec les groupes concernés et de communautés qui se sont appropriés du programme de prévention de VIH et de lutte contre le SIDA. | | Baseline: 0 plan et 1 communauté | | Cible: 5 plans et 15 communautés. |  |
| **1.4.** | **Résultat 1.4.**  L’administration publique est restructurée et capable de rendre des services Publics de base, le contrôle des politiques publiques par les institutions nationales est plus effectif et participe à la lutte contre la corruption. | | | | | | | | | |
| 1.4.1. | Nombre structures administratives publiques au niveau central et provincial disposant de cadre organique revus et rendu fonctionnel au regard de leur mission et attributions. | Baseline: 0 (les études sur la rationalisation de certains ministères ont été conduites : Plan, PTT, Agriculture et Primature) - | | | Cible: 41 (16 au niveau central et 25 au niveau provincial) |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires (système judiciaire local) | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et cibles du projet |  |
| 1.4.2 | Nombre de structures administratives disposant de personnel qualifié, d’un cadre et outils de travail améliorés et intégrant et utilisant les NTIC dans leur fonctionnement quotidien.. - | Baseline: La définition des profils par rapport au poste non réalisée ; les structures administratives n’ont pas encore intégré les NTIC dans leurs fonctionnement quotidien | | | Cible: Structures avec personnel qualifié et un cadre et outils de travail améliorés 20 ; administratives publiques intégrant et utilisant les NTIC dans leur fonctionnement quotidien 10 |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires (Registres de publication du système judiciaire local) |
| 1.4.3 | Nombre de structures administratives ayant intégré et mise en œuvre la stratégie et le plan de communication sur les valeurs éthiques professionnelles. | Baseline: 0 | | | Cible: 41 (16 au niveau central et 25 au niveau provincial) |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires (universités et ONGs locales, bénéficiaires) |
| 1.4.4. | Etendue, nature et suivi de la vérification externe selon la méthodologie PEFA ; Efficacité du système de vérification interne selon la méthodologie PEFA. | Baseline: Etendue, nature et suivi de la vérification externe D+ ; Efficacité du système de vérification interne D+ | | | Cible : Etendue, nature et suivi de la vérification externe B ; Efficacité du système de vérification interne B+ |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires (universités et ONGs locales, bénéficiaires) |
| 1.4.5. | Pourcentage des comptables publics faisant l’objet d’un contrôle juridictionnel. | Baseline: 0% | | | Cible: 20% |  |  |
| 1.4.6. | Pourcentage des gouvernements provinciaux ayant pris des Edits portant reddition des comptes. | Baseline: 0% | | | Cible : 100% |  |  |
| **1.5.** | **Résultat 1.5.**  La planification du développement, la programmation et les mécanismes de gestion des ressources sont opérationnels et performants dans les provinces et les ETD. | | | | | | | | | |
| 1.5.1. | Nombre de provinces et ETD qui adoptent et utilisent un mécanisme de gestion transparente des ressources budgétaires. | Baseline: 0 - province et 0 ETD | | | Cible: 3 provinces et 11 ETD |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires (système judiciaire local) | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et cibles du projet |  |
| 1.5.2 | Nombre de provinces et ETD dotées de mécanismes de planification et de suivi et évaluation permanent et fonctionnels. | Baseline: mécanismes de planification dans 3 provinces et 21 ETD, dans 3 provinces les édits provinciaux concernant les ONG sont adoptés ; mécanismes de S&E inexistants dans les provinces et ETD | | | Cible: Mécanismes de planification dans 3 provinces et 27 ETD, les édits/textes provinciaux sont adoptés dans 5 provinces; mécanismes de S&E existants dans les provinces et ETD, dans les 5 provinces avec leurs édits, les mécanismes de coordination et de suivi sont fonctionnel s |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires (Registres de publication du système judiciaire local) |
| 1.5.3 | Nombre de provinces et ETD disposant de budget annuel aligné sur une planification. | Baseline: 2 provinces et 2 ETD | | | Cible: 3 provinces et 11 ETD |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires (universités et ONGs locales, bénéficiaires) |
| 1.5.4. | Nombre de provinces et ETD qui réalisent au moins 10% de leur budget d’investissement | Baseline: 0 province et 0 ETD | | | Cible: 3 provinces et 11 ETD |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires (universités et ONGs locales, bénéficiaires) |
| 1.5.5. | Nombre de cadre de concertation et de coordination de la mise en œuvre de la décentralisation redynamisés et fonctionnels. | Baseline: 3 | | | Cible: 6 |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effet 2**  Les institutions publiques mettent en œuvre efficacement des politiques et des programmes concertés d’appui aux acteurs clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d’accélérer la création d’emploi et de générer des revenus.  **Indicateur d’Effet** : **N**ombre de politiques et de programmes pro pauvres créateurs d’emplois et de revenus mis en œuvre; pourcentage d’augmentation des emplois décents et des revenus dans les secteurs porteurs de croissance | | | | | | | | | |  |
| **N°** | **Indicateurs à renseigner**  **(Base cadre logique)** | | | **Baseline** | **Cibles** | **Réalisé** | **Source** | **Hypothèse** | **Alternative**  **(si hypothèse ci-contre non réalisée)** | **Justification**  **Observation**  **Commentaire** |
| **1.** | **Résultat 2.1.**  Les politiques et programmes publiques sont mieux orientées au niveau central et provincial et les chaines de valeur sont développées et pourvoyeuses d’emplois | | | | | | | | | |
| 2.1.1. | Les statistiques socio-économiques désagrégées et de qualité produites régulièrement et disséminées au niveau local, provincial et central sur une base régulière. - | | | Baseline : Insuffisance des données fiables de suivi des politiques et du développement | Cible : Disponibilité des statistiques de qualité pour le suivi et évaluation des programmes et des différentes politiques socio-économiques. Augmentation de 70% du nombre de rapports d’activités sur la production statistique et de bases de données mixtes aux niveaux sectoriel, provincial et central |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et bénéficiaires du projet |  |
| 2.1.2. | Nombre des politiques et programmes bien orientés sur la base des statistiques disponibles. | | | Baseline : 1 - | Cible : 10 |  |
| 2.1.3. | Nombre de filières porteuses identifiées, analysées et développées. | | | Baseline : Un premier inventaire des filières porteuses est en cours au Nord- et Sud-Kivu - | Cible : 10 filières développées |  |
| 2.1.4. | Nombre d’emplois créés à travers les filières porteuses développées | | | . Baseline : Taux de chômage global trop élevé et avoisine le 40% - | Cible : 5000 nouveaux emplois créés grâce au renforcement des filières. |  |
| **2.2.** | **Résultat 2.2.**  L’économie nationale et les actions de développement sont orientées par une vision stratégique | | | | | | | | | |
| 2.2.1. | Vision à long terme développée et orientant les actions de développement. | | Baseline : Absence de visions de développement à long terme et de Politique de New Deal | | Cible : Vision Prospective RDC 2035 élaborée et adoptée ainsi que la Politique de New Deal mise en œuvre |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et cibles du projet |  |
| 2.2.2. | Stratégie pro-pauvre, intégrant les besoins spécifiques des hommes et des femmes, développée et appliquée au niveau national et provincial. | | Baseline : Insuffisance de prise en compte de l’équité genre dans les stratégies macro-économiques et des programmes sectoriels - | | Cible : Stratégie nationale de budgétisation des services publics selon le genre élaborée et mise en œuvre |  |
| 2.2.3. | Budgets sensibles au genre basés sur les CDMT et CDSMT élaborés et mis en œuvre au niveau central et provincial. | | Baseline : Absence de perspectives pluriannuelles dans la programmation et la budgétisation des dépenses publiques et faible intégration des aspects genre dans le budget - | | Cible : CDMT et CDSMT sensibles en genre élaborés et opérationnels au niveau national et provincial |  |
| **2.3.** | **Résultat 2.3.**  L’aide est intégralement retracée et intégrée au budget et aux comptes de la nation | | | | | | | | | |
| 2.3.1. | Mécanismes de coordination sectoriels et intersectoriels des interventions mis en place et fonctionnel au niveau central et provincial. | | Baseline : Dans trois provinces (Nord-Kivu, Sud-Kivu et Oriental, l’édit provincial est adopte et les mécanismes de coordination sont en cours d’être mise en place | | Cible : Mécanismes et cadre de coordination et de concertation avec les partenaires mis en place et opérationnels au niveau national et provincial |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et cibles du projet |  |
| 2.3.2. | Une base de données désagrégées de l’aide opérationnelle et régulièrement mise à jour | | Baseline : Une base de données de PGAI existe, mais pas encore complète. Le processus dans les 3 provinces doit aboutir à une base de données pour ces provinces, qui doit être alignée avec le PGAI | | Cible : Extension de la mise en place et de l’utilisation de la base de données sur l’aide au niveau sectoriel et provincial |  |
| 2.3.3. | Budget national sensible au genre intégrant l’aide élaboré et publié | | Baseline : Non prise en compte de l’équité genre dans l’allocation de l’aide intégrée au budget | | Cible : Equité genre effective dans l’allocation de l’aide et dans l’élaboration du budget |  |
| 2.3.4. | Plan d’actions de mise en œuvre du New Deal et du Nouveau Partenariat Mondial de Busan sur l’efficacité de l’aide et du développement du pays sont mises en œuvre. | | Baseline : Absence de plan d’action de mis en œuvre du New Deal et du Partenariat Mondial de Busan | | Cible : Plan d’action de mise en œuvre du New Deal et de Partenariat Mondial de Busan élaborés et opérationnels |  |
| **2.4.** | **Résultat 2.4.**  Le climat des affaires est amélioré et l’accès des bénéficiaires à des services/mécanismes financiers viables est adapté et accru | | | | | | | | | |
| 2.4.1. | Revenu des hommes et des femmes en milieu rural développées | Baseline : Des revenus annuels moyens en milieu rural d’environ 100 USD et une contribution au PIB de 30% | | | Cible : atteindre la moyenne du revenu national en faveur des paysans et atteindre une contribution de 50% au PIB |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires (système judiciaire local) | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et cibles du projet |  |
| 2.4.2 | Volume des transactions économiques transfrontalières et régional formels | Baseline : faible niveau d’échange aux niveaux transfrontaliers et régionaux. Nombre réduits des projets transfrontaliers et régionaux | | | Cible : 5 projets transfrontaliers et régionaux développés |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires (Registres de publication du système judiciaire local) |
| 2.4.3 | Nombre des IMF et COOPEC fonctionnels. | Baseline : près de 163 institutions répertoriés et seulement 15% sont crédibles | | | Cible : atteindre 50% d’institutions renforcés |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires (universités et ONGs locales, bénéficiaires) |
| 2.4.4. | Nombre de bénéficiaires (hommes, femmes et opérateurs) ayant accès aux services financiers. | Baseline : près de 1 705 000 comptes ouverts soit une couverture bancaire d’environ 2.5% | | | Cible : atteindre la moyenne d’Afrique subsaharienne, soit 16% |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires (universités et ONGs locales, bénéficiaires) |
| 2.4.5. | Nombre de bénéficiaires ayant accès aux mécanismes d’entraide communautaire créés / renforcés. | Baseline : près de 100000 ménages regroupés dans les MUSO/VSLA dans les deux Kivu, le Bas Congo et le Bandundu | | | Cible : atteindre 200 000 ménages et dans les provinces et sites faiblement couverts pars les IMF |  |  |
| 2.4.6. | Qualité du contrôle des IMF réalisé | Baseline : environ 70 institutions sont supervisés et contrôlés par la BCC dans 4 provinces : les deux Kivu, le Bas Congo et Kinshasa | | | Cible : systématisation du contrôle et de supervision par la BCC dans toutes les provinces et atteindre la totalité d’institution |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effet 3**  L’État congolais améliore la gestion de ses ressources naturelles et des bénéfices associés ainsi que les mécanismes de gestion des catastrophes et s’engage dans l’économie verte.  **Indicateur d’Effet** : 1) Taux de dégradation nette des forêts; 2) Part des fonds verts dans le budget de l’état. | | | | | | | | | | |  |
| **N°** | **Indicateurs à renseigner**  **(Base cadre logique)** | | | **Baseline** | **Cibles** | **Réalisé** | | **Source** | **Hypothèse** | **Alternative**  **(si hypothèse ci-contre non réalisée)** | **Justification**  **Observation**  **Commentaire** |
| **3.1.** | **Résultat 1.1.**  La RDC dispose des capacités d’opérer et de mettre en œuvre des choix pertinents en matière de gestion des ressources naturelles et d’utilisation des terres | | | | | | | | | | |
| 3.1.1. | Nombre d’outils standards de planification, d’analyse et de gestion des ressources naturelles et de gestion des terres de qualité (partage des bénéfices et Co-bénéfices, impact environnemental, modèle de valorisation des choix) disponibles. | | | Baseline : la RDC ne dispose pas encore des déterminants pour la prise de décision dans le domaine de l’utilisation des ressources pour soutenir le développement durable : les standards nationaux. Ces standards se rapportent aussi bien à l’utilisation des terres qu’à la répartition des bénéfices au profit des communautés et populations bénéficiaires. Ces sont ces standards qui devront alimenter la stratégie nationale REDD+ - | Cible : xxx |  | | * Rapports d’exécution * Sources primaires | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et bénéficiaires du projet |  |
| 3.1.2. | Nombre de standards appliqués  en matière de gestions des ressources naturelles | | | Baseline : Il n’existe pas encore de standards applicables | Cible : tous les standards nationaux élaborés s’arriment avec la stratégie nationale REDD+ |  | |
| 3.1.3. | Proportion des femmes impliquées dans les mécanismes de prise de décision sur la gestion des ressources naturelles. - | | | Baseline : xxx | Cible: xxx |  | |
| **3.2.** | **Résultat 3.2.**  La RDC investit progressivement dans l’économie verte. | | | | | | | | | | |
| 3.2.1. | Part du budget national alloué à la gestion des ressources naturelles. | | Baseline : 0% | | Cible : au moins 5% | |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et cibles du projet |  |
| 3.2.2. | Hauteur des fonds climats mobilisés | | Baseline : 0 USD | | Cible : 2 Milliards | |  |
| 3.2.3. | Taux d’investissement du secteur privé dans l’économie verte | | Baseline : Presque nul - | | Cible : les interventions du secteur privé dans le cadre des projets et processus de transition à l’économie verte représentent 10 à 20 % des montants globaux de projets et programmes identifiés comme faisant partie du processus de transition à l’économie verte | |  |
| 3.2.4. | Une politique énergétique compatible avec les objectifs de développement durables est disponible | | Baseline : pas de politique sectorielle intégrée sur les questions énergétiques | | Cible : le secteur dispose d’un code de l’électricité et des mesures d’applications opérationnelles | |  |
| **3.3.** | **Résultat 3.3.**  Le pays développe des mécanismes de prévention et de réponse aux catastrophes naturelles | | | | | | | | | | |
| 3.3.1. | Nombre de provinces disposant de plan de contingence | | Baseline: 3 provinces | | Cible : 6 provinces | |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et cibles du projet |  |
| 3.3.2. | Nombre de provinces disposant d’une coordination provinciale opérationnelle sur la gestion et prévention de risque de catastrophe naturelle | | Baseline: 0 provinces | | Cible: 11 provinces | |  |
| **3.4.** | **Résultat 3.4**  L’accès des populations rurales à l’hydro-électricité et aux autres sources d’énergies propres est accru | | | | | | | | | | |
| 3.4.1. | Pourcentage des populations rurales ayant accès à l’énergie renouvelable | Baseline : 1% | | | Cible : 18% | |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires (système judiciaire local) | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et cibles du projet |  |

**Effet transversal Genre**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Performances Genre** | | | | | | | | | **Justification**  **Observation**  **Commentaire** |
| **N°** | **Indicateurs à renseigner**  **(Base cadre logique)** | | **Baseline** | **Cibles** | **Réalisé** | **Source** | **Hypothèse** | **Alternative**  **(si hypothèse ci-contre non réalisée)** |
|  | **Effet 1**  **Le cadre institutionnel et les structures citoyennes sont renforcés en vue d’assurer la promotion des droits humains et le développement en RDC** | | | | | | | | |
| **1.** | **Résultat de rattachement 1 .1.**  **Les politiques et programmes publiques sont mieux orientées au niveau central et provincial et les chaines de valeur sont développées et pourvoyeuses d’emplois** | | | | | | | | |
| 2.1.1. | Les femmes et les couches défavorisées ont- elles plus facilement accès aux mécanismes de protection contre les violences sexuelles et basées sur le genre | | Nombre de lois spécifiques à la protection des femmes et des couches défavorisées. Baseline : 0 | - Cible : 10 |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et bénéficiaires du projet |  |
| 2.1.2. | La participation des femmes au processus électoral est –elle améliorée ? | | .Pourcentage des femmes enrôlées dans le fichier électoral. Baseline: 49% | Cible : 51% |  |
|  | Le nombre de femmes candidates aux élections provinciales et locales a -t -il augmenté ? | | Pourcentage de femmes candidates aux élections provinciales et locales – Baseline : 12% | - Cible : 15% |  |
| 2.1.3. | Dans les provinces ciblées, le taux de prévalences des violences sexuelles et basées sur le genre a-t-il diminué ? | | Taux de prévalence des violences sexuelles basées sur le genre dans les provinces ciblées. Baseline 2011 : Ituri : 1826 cas Sud-Kivu 2713 Nord Kivu 5543 Kinshasa 405 Bandundu 349 - | Cibles 2017: Diminution de 30% |  |
| 2.1.4. | Nombre de plans provinciaux de prévention du VIH ciblant les groupes à haut risque élaborés et mis en œuvre par et avec les groupes concernés et de communautés qui se sont appropriés du programme de prévention de VIH et de lutte contre le SIDA. | | Baseline: 0 plan et 1 communauté - | Cible: 5 plans et 15 communautés. |  |
|  | **Effet 2**  **Les institutions publiques mettent en œuvre efficacement des politiques et des programmes concertés d’appui aux acteurs clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d’accélérer la création d’emploi et de générer des revenus** | | | | | | | | |
| **2.2.** | **Résultat de rattachement 2.1.**  Les politiques et programmes publiques sont mieux orientées au niveau central et provincial et les chaines de valeur sont développées et pourvoyeuses d’emplois | | | | | | | | |
| 2.2.1. | La production de statistiques socio-économiques désagrégées est-elle régulières et disséminées au niveau local ,provincial et central | Baseline : Insuffisance des données fiables de suivi des politiques et du développement | | Cible : Disponibilité des statistiques de qualité pour le suivi et évaluation des programmes et des différentes politiques socio-économiques. Augmentation de 70% du nombre de rapports d’activités sur la production statistique et de bases de données mixtes aux niveaux sectoriel, provincial et central |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et cibles du projet |  |
|  | La stratégie pro-pauvre intègre-t-elle les besoins spécifiques des hommes et des femmes ? | Baseline : Insuffisance de prise en compte de l’équité genre dans les stratégies macro-économiques et des programmes sectoriels | | Cible : Stratégie nationale de budgétisation des services publics selon le genre élaborée et mise en œuvre ; |  |
|  | Les budgets élaborés au niveau central et provincial sont –ils sensibles au genre et basés sur les CDMT et CDSMT ? | Baseline : Absence de perspectives pluriannuelles dans la programmation et la budgétisation des dépenses publiques et faible intégration des aspects genre dans le budget - | | Cible : CDMT et CDSMT sensibles en genre élaborés et opérationnels au niveau national et provincial |  |
|  | Une base de données désagrégées de l’aide opérationnelle et régulièrement mise à jour | . Baseline : Une base de données de PGAI existe, mais pas encore complète. Le processus dans les 3 provinces doit aboutir à une base de données pour ces provinces, qui doit être alignée avec le PGAI - | | Cible : Extension de la mise en place et de l’utilisation de la base de données sur l’aide au niveau sectoriel et provincial ; |  |
|  | Budget national sensible au genre intégrant l’aide élaboré et publié. Baseline | Non prise en compte de l’équité genre dans l’allocation de l’aide intégrée au budget | | Cible : Equité genre effective dans l’allocation de l’aide et dans l’élaboration du budget ; |  |
|  | Revenu des hommes et des femmes en milieu rural développées. | Baseline : Des revenus annuels moyens en milieu rural d’environ 100 USD et une contribution au PIB de 30 | | % - Cible : atteindre la moyenne du revenu national en faveur des paysans et atteindre une contribution de 50% au PIB ; |  |
|  | Stratégie pro-pauvre, intégrant les besoins spécifiques des hommes et des femmes, développée et appliquée au niveau national et provincial | Baseline : Insuffisance de prise en compte de l’équité genre dans les stratégies macro-économiques et des programmes sectoriels | | Cible : Stratégie nationale de budgétisation des services publics selon le genre élaborée et mise en œuvre ; |  |
|  | Budgets sensibles au genre basés sur les CDMT et CDSMT élaborés et mis en œuvre au niveau central et provincial. | Baseline : Absence de perspectives pluriannuelles dans la programmation et la budgétisation des dépenses publiques et faible intégration des aspects genre dans le budget | | Cible : CDMT et CDSMT sensibles en genre élaborés et opérationnels au niveau national et provincial |  |
|  | Une base de données désagrégées de l’aide opérationnelle et régulièrement mise à jour | Baseline : Une base de données de PGAI existe, mais pas encore complète. Le processus dans les 3 provinces doit aboutir à une base de données pour ces provinces, qui doit être alignée avec le PGAI | | Cible : Extension de la mise en place et de l’utilisation de la base de données sur l’aide au niveau sectoriel et provincial ; |  |
|  | Budget national sensible au genre intégrant l’aide élaboré et publié. | Baseline : Non prise en compte de l’équité genre dans l’allocation de l’aide intégrée au budget | | Cible : Equité genre effective dans l’allocation de l’aide et dans l’élaboration du budget ; |  |
|  | Revenu des hommes et des femmes en milieu rural développées. | Baseline : Des revenus annuels moyens en milieu rural d’environ 100 USD et une contribution au PIB de 30% | | Cible : atteindre la moyenne du revenu national en faveur des paysans et atteindre une contribution de 50% au PIB |  |
| 2.2.2. | Nombre de bénéficiaires (hommes, femmes et opérateurs) ayant accès aux services financiers. | Baseline : près de 1 705 000 comptes ouverts soit une couverture bancaire d’environ 2.5% | | Cible : atteindre la moyenne d’Afrique subsaharienne, soit 16% ; |  |
| 2.2.3. | Nombre de bénéficiaires ayant accès aux mécanismes d’entraide communautaire créés / renforcés | Baseline : près de 100000 ménages regroupés dans les MUSO/VSLA dans les deux Kivu, le Bas Congo et le Bandundu | | Cible : atteindre 200 000 ménages et dans les provinces et sites faiblement couverts pars les IMF |  |
|  | **Sous l’Effet 3**  **L’État congolais améliore la gestion de ses ressources naturelles et des bénéfices associés ainsi que les mécanismes de gestion des catastrophes et s’engage dans l’économie verte** | | | | | | | | |
| **2.3.** | **Résultat 3.1.**  **La RDC dispose des capacités d’opérer et de mettre en œuvre des choix pertinents en matière de gestion des ressources naturelles et d’utilisation des terres.** | | | | | | | | |
| 2.3.1. | Pourcentage des populations rurales ayant accès à l’énergie renouvelable : Proportion de femmes ? | Baseline : 1% | | Cible : 18% |  | * Rapports d’exécution * Sources primaires | Information collectée au fur et mesure et consignée dans les rapports | Sonder les acteurs et cibles du projet |  |
| 2.3.2. | Proportion des femmes impliquées dans les mécanismes de prise de décision sur la gestion des ressources naturelles. | Baseline : xxx - Cible: xxx | |  |  |

## A.2. Matrice de documentation des critères d’ancrage de l’évaluation : Echelle Effets/CPAP

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Critères** | **Sources** | **Questions spécifiques (comme soulevées dans les Tdr)** |
| 1. | **Pertinence** | * Cadres de politiques de développement du Congo * Cadres de politiques de coopération du PNUD et du bailleur * Perception des acteurs et des bénéficiaires au niveau opérationnel * Document de projet | 1. Les effets et résultats attendus sont-ils clairs et réalistes au vu des ressources disponibles ? 2. Les interventions du PNUD à travers les programmes et projets sont-elles pertinentes par rapport aux priorités nationales actuelles ? 3. En particulier, dans quelles mesures les effets attendus sont-ils toujours pertinents par rapport aux priorités nationales actuelles et au plan stratégique du PNUD ? 4. Les arrangements institutionnels prévus sont-ils adéquats par rapport aux enjeux ? |
| 2. | **Efficacité** | * Rapports d’exécution du projet * Perception des acteurs, des bénéficiaires et des observateurs qualifiés * Visites de réalisations | 1. Quels progrès vers les effets ont été réalisés ? Quels sont les réalisations et des défis majeurs pour chaque effet? 2. Dans quelle mesure les produits des projets ont-ils contribué aux Effets du CPD ? 3. Quels sont les facteurs externes qui ont contribué à la réalisation, ou non, des effets escomptés ? 4. Dans quelle mesure la stratégie du Bureau Pays du PNUD (y compris la stratégie de mobilisation des ressources, du Suivi et de l’Evaluation, de partenariat et de communication) et la gestion générale des opérations sont-elles focalisées de façon cohérente sur les progrès vers les résultats ? Que devons-nous faire mieux sur la période 2016-2017? 5. Dans quelle mesure le Programme PNUD a-t-il contribué à la promotion de l'égalité des genres, à l’autonomisation de la femme (women’s empowerment) et à l’émergence des mécanismes d’inclusion? 6. Quelles sont les évidences pouvant indiquer que les rapports sociaux entre les hommes et les femmes ont été transformés à la suite de la mise en œuvre des programmes du PNUD ? Dans quelle mesure ces rapports sociaux mettent en lumière que les femmes sont engagées dans un processus d’habilitation qui améliore le positionnement social, économique et politique dans la société ? 7. Que devons-nous faire de mieux sur la période 2016-2017 |
| 3. | **Efficience** | * Rapports d’exécution du projet * Perception des acteurs, des bénéficiaires et des observateurs qualifiés * Visites de réalisations | 1. Les projets du PNUD actuellement mis en œuvre sont-ils gérés de manière efficiente ? 2. Y a-t-il des approches ou des processus qui doivent être modifiés ou qui ont besoin d’améliorations significatives sur la période 2016-2017 ? |
| 4. | **Egalité entre les sexes, Renforcement des capacités des femmes et Inclusion** | * Rapports d’exécution du projet * Perception des acteurs, des bénéficiaires et des observateurs qualifiés | 1. Dans quelles mesures le Programme PNUD a-t-il contribué à la promotion de l'égalité des genres, à l’autonomisation de la femme (women’s empowerment) et à l’émergence des mécanismes d’inclusion? 2. La sécurité physique, économique des femmes et des hommes dans les zones d’intervention des programmes, incluant la prévention et la réponse à la violence sexuelle, sont-elles prises en charge ? 3. L’accès pour les femmes aux ressources en liaison avec leurs capacités à résoudre leurs préoccupations de vie, la transformation sociale pour leur habilitation dans la gestion de leurs communautés aux cotés des hommes, sont-ils favorisés ? 4. La participation des femmes à l’élaboration et à l’exécution des politiques et des plans de développement communautaires, est-elle obtenue ? 5. Que devons-nous de faire mieux en matière d’inclusion des femmes sur la période 2016-2017? |
| 5. | **Impact, résultat ultime** | * Rapports d’exécution du projet * Perception des acteurs, des bénéficiaires et des observateurs qualifiés * Visites de réalisations | (i) Dans quelle mesure les effets des projets permettent-ils d’envisager la réalisation à long terme de l’impact attendu (résultat ultime, finalité) du CPD ?  (ii) Quelles leçons peuvent être tirées de la conception et de la mise en œuvre du CPD par rapport à sa contribution à l’impact ?   1. Quelles suggestions en vue de la formulation du CPD 2018-2022 ? |
| 6. | **Durabilité, Appropriation nationale et Renforcement de capacités** | * Rapports d’exécution du projet * Perception des acteurs, des bénéficiaires et des observateurs qualifiés * Visites de réalisations | 1. Comment l’appropriation Nationale du Programme Pays a-t-elle été prônée ? 2. Les capacités nationales et locales développées et renforcées par le programme pays ont-t-elles produit des effets durables? |

## A.3 : Matrice d’Analyse participative

**S-E-P-O une méthode d’auto- évaluation**

S-E-P-O = Succès - Echecs - Potentialités - Obstacles

La méthode:

Temps passé Future

Positif

|  |  |
| --- | --- |
| 1  Succès | 3  Potentialités |
| Echecs  2 | Obstacles  4 |

Négatif

Outil très simple et flexible pour l’identification de la position actuelle dans le groupe. Le groupe compare le plan d’action avec la réalité actuelle. Important: commencer toujours avec les aspects positifs !

L’outil est aussi indiqué pour l’analyse plus détaillée des raisons:

- accord / désaccord

- raison interne / externe

- à influencer / pas à influencer

Exemple:

S P

Raison interne

Raison externe

E O

Le tableau peut être rempli par les images ou les mots écrits. On n’a pas besoin de matériels coûteux ou n’étant pas disponibles dans le village. L’outil ne donne pas les solutions, mais aide à structurer l’analyse et à évaluer le travail exécuté. Très souvent l’analyse indique déjà quelques possibilités pour résoudre les problèmes.

## A.4. Matrice de documentation de l’exécution budgétaire du projet

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | Effets Spécifiques | **Résultats Spécifiques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Résultat 1** | | | | **Résultat 2** | | | | **Résultat 3** | | | | **Résultat 4** | | | | **Résultat 5** | | | |
| An | Pr | Ex | Tx/Ex | An | Pr | Ex | Tx/Ex | An | Pr | Ex | Tx/Ex | An | Pr | Ex | Tx/Ex | An | Pr | Ex | Tx/Ex |
| **1.** | Effet N°. 1: *Le cadre institutionnel et les structures citoyennes sont renforcés en vue d’assurer la promotion des droits humains et le développement en RDC*. | 13 |  |  |  | 13 |  |  |  | 13 |  |  |  | 13 |  |  |  | 13 |  |  |  |
| 14 |  |  |  | 14 |  |  |  | 14 |  |  |  | 14 |  |  |  | 14 |  |  |  |
| 15 |  |  |  | 15 |  |  |  | 15 |  |  |  | 15 |  |  |  | 15 |  |  |  |
| 16 |  |  |  | 16 |  |  |  | 16 |  |  |  | 16 |  |  |  | 16 |  |  |  |
| 17 |  |  |  | 17 |  |  |  | 17 |  |  |  | 17 |  |  |  | 17 |  |  |  |
| **2.** | Effet N°. 2: *Les institutions publiques mettent en œuvre efficacement des politiques et des programmes concertés d’appui aux acteurs clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d’accélérer la création d’emploi et de générer des revenus* | **Résultat 1** | | | | **Résultat 2** | | | | **Résultat 3** | | | | **Résultat 4** | | | |  | | | |
| An | Pv. | Ex. | Tx.Ex. | An | Pv. | Ex. | Tx.Ex. | An | Pv. | Ex. | Tx.Ex. | An | Pv. | Ex. | Tx.Ex. |
| 13 |  |  |  | 11 |  |  |  | 11 |  |  |  | 11 |  |  |  |
| 14 |  |  |  | 12 |  |  |  | 12 |  |  |  | 12 |  |  |  |
| 15 |  |  |  | 13 |  |  |  | 13 |  |  |  | 13 |  |  |  |
| 16 |  |  |  | 14 |  |  |  | 14 |  |  |  | 14 |  |  |  |
| 17 |  |  |  | 15 |  |  |  | 15 |  |  |  | 15 |  |  |  |
| **3.** | Effet N°. 3: « *L’État congolais améliore la gestion de ses ressources naturelles et des bénéfices associés ainsi que les mécanismes de gestion des catastrophes et s’engage dans l’économie verte* | Résultat 1 | | | | Résultat 2 | | | | Résultat 3 | | | | Résultat 4 | | | |  | | | |
| An | Pv. | Ex. | Tx.Ex. | An | Pv. | Ex. | Tx.Ex. | An | Pv. | Ex. | Tx.Ex. | An | Pv. | Ex. | Tx.Ex. |
| 13 |  |  |  | 13 |  |  |  | 13 |  |  |  | 13 |  |  |  |
| 14 |  |  |  | 14 |  |  |  | 14 |  |  |  | 14 |  |  |  |
| 15 |  |  |  | 15 |  |  |  | 15 |  |  |  | 15 |  |  |  |
| 16 |  |  |  | 16 |  |  |  | 16 |  |  |  | 16 |  |  |  |
| 17 |  |  |  | 17 |  |  |  | 17 |  |  |  | 17 |  |  |  |
| **4.** | Opérations financières communes |  | | | | | | | | | | | | | | | | An | Pv. | Ex. | Tx.Ex. |
| 13 |  |  |  |
| 14 |  |  |  |
| 15 |  |  |  |
| 16 |  |  |  |
| 17 |  |  |  |
| **5.** | **CPAP** |  | | | | | | | | | | | | | | | | An | Pv. | Ex. | Tx.Ex. |
| 13 |  |  |  |
| 14 |  |  |  |
| 15 |  |  |  |
| 16 |  |  |  |
| 17 |  |  |  |

**Lexique** : An (Année budgétaire) ; Pv. (Prévu) ; Ex. (Exécuté) ; Tx.Ex. (Taux d’Exécution)

## A.5. Outils de collecte de données niveau Projet

1. A administrer aux personnes ressources parties prenantes au projet
2. Sert de grille de dépouillement des documents du projet : Prodoc/PTA/Rapport de progrès

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | Entrées/Requêtes | | | Réponses | | | |
| 1. | Code Atlas/Intitulé Projet | | |  | | | |
| 2. | Cycle de programmation | | |  | | | |
| 3 | Couverture géographique (nationale ou locale) | | |  | | | |
| 4. | Modalité d’exécution | | |  | | | |
| 5. | Partenaires d’exécution | | |  | | | |
| 6. | Objectifs | | |  | | | |
| 7. | Effet de rattachement | Effet Spécifique ? | |  | | | |
| Résultat Spécifique ? | |  | | | |
| 8. | Ressources humaines (staff portant le projet) | Côté PNUD ? | |  | | | |
| Côté Partie nationale ? | |  | | | |
| 9. | Budget | | Ressources régulières ? | Programmation | |  | |
| Exécution | |  | |
| Ressource autres ?  (Préciser les sources) | Programmation | |  | |
| Exécution | |  | |
| 10. | Résultats | | Produits ? | Prévus | |  | |
| Livrés ? | |  | |
| Non livrés ? | |  | |
| Taux de livraison des produits du Projet ? | |  | |
| Effets/changements ? | Changements strictement imputables au projet ? | |  | |
| Changements auxquels le projet a contribué ? | |  | |
| Autres interventions dans le domaine et/ou dans la zone du projet (en rapport avec les contributions du projet) ? | |  | |
| 11. | Prise en compte des thématiques transversales | | Genre ? | |  | | |
| Droits humains ? | |  | | |
| Développement de capacités ? | |  | | |
| Lutte contre le VIH/SIDA ? | |  | | |
| Gestion axée sur les résultats ? | |  | | |
| Promotion de l’environnement ? | |  | | |
| Inclusion sociale/Approche pro-pauvres ? | |  | | |
| Coopération sud-sud ? | |  | | |
| 12. | Jugements évaluatifs | | Pertinence ? | |  | | |
| Efficacité ? | |  | | |
| Efficience ? | |  | | |
| Durabilité  (appropriation nationale, entre autres)? | |  | | |
| 13. | Partenaires d’exécution | | Forces ? | |  | | |
| Faiblesses ? | |  | | |
| 14. | Suivi-évaluation | | Existence de Rapports d’audit ? | |  | | |
| Régularité des rapports de progrès ? | |  | | |
| 15. | Logiques de synergies | | Au sein du SNU ? | |  | | |
| Avec d’autres partenaires ? | |  | | |
| 16. | Contraintes | | Niveau Planification/Formulation ? | |  | | |
| Niveau budgétaire ? | |  | | |
| Ressources humaines ? | |  | | |
| Niveau exécution ? | |  | | |
| Niveau contexte ? | |  | | |
| 17. | Bonnes pratiques | |  | | | | |
| 18. | Mauvaises pratiques | |  | | | | |
| 19. | Leçons apprises | |  | | | | |
| 20. | Recommandations spécifiques | | | | Au Gouvernement | Niveau stratégique ? |  |
| Niveau opérationnel ? |  |
| Au PNUD | Niveau stratégique ? |  |
| Niveau opérationnel ? |  |

## A.6. Bibliographie

**Pilier 1**

1. 4 PTA PPAJ signé (2)
2. 20140904 MoU Projet CAP DRC
3. DOC AMENDEMENT PRODOC
4. EXTENSION PRODOC PDP SIGNE2
5. DOC AMENDEMENT PRODOC Appui à la Réforme de la PNC
6. Podoc PPAJ signé
7. PRODOC JICA PHASE V (2)
8. PRODOC PACEC \_Version Finale\_05 Octobre\_2014
9. PRODOC Police de proximité 22 mars 2012
10. Prodoc PPAJ DRC sept 14-VFinale
11. Prodoc Projet PAIDS\_Version Finale\_08042015
12. RAPPORT FINAL 9 janvier 2015 collecte de données extrême pauvreté inégalités et exclusion sociale
13. RAPPORT FINAL Collecte des données 2015
14. EXTENSION PRODOC MAECD SIGNE2
15. LV prodoc signé SGBV 32-42
16. LV prodoc signé SGBV 20-31
17. Rapport d’évaluation à mi-parcours

**Pilier 2**

1. 4 PTA PPAJ signé (2)
2. 20140904 MoU Projet CAP DRC
3. DOC AMENDEMENT PRODOC
4. EXTENSION PRODOC PDP SIGNE2
5. Podoc PPAJ signé
6. PRODOC JICA PHASE V (2)
7. PRODOC PACEC \_Version Finale\_05 Octobre\_2014
8. PRODOC Police de proximité 22 mars 2012
9. Prodoc PPAJ DRC sept 14-VFinale
10. Prodoc Projet PAIDS\_Version Finale\_08042015
11. PTA RJS signé Gvnt-PNUD
12. PTA Signe Projet Cellule d’Appui aux Poursuites (CAP)
13. pta collecte des donnees 2015 Signé
14. PTA MABASSA SIGNE PNUD
15. pta PPAJ signe
16. PTA SGBV SIGNE
17. pta signe sgbv Toe signe
18. PTA2015\_ALPC\_signé
19. Rapport annuel RJS 2013
20. Rapport annuel RJS 2014
21. RAPPORT FINAL 9 janvier 2015 collecte de données extrême pauvreté inégalités et exclusion sociale
22. RAPPORT FINAL Collecte des données 2015
23. Renewed MOU January 30 2014
24. Rapport d’évaluation à mi-parcours

**Effet 3**

1. PNUD RDC (2013). Plan de travail pour l’année 2013. Programme Croissance inclusive et développement durable 2013-2017. 18P.
2. PNUD RDC (2014). Plan de travail pour l’année 2014. Programme Croissance inclusive et développement durable 2013-2017, fichier Excel. 6p.
3. PNUD RDC (2015). Plan de travail pour l’année 2015. Programme Croissance inclusive et développement durable 2013-2017, fichier Excel. 8p.
4. PNUD RDC (2010). Document de projet (ProDoc). Renforcement des capacités du secteur agricole en RDC pour une planification et une réponse aux menaces additionnelles que représentent les changements climatiques sur la production et la sécurité alimentaires.105 pages.
5. Jean Folack et François Kapa (2015). Rapport final d’évaluation du projet Renforcement des capacités du secteur agricole en RDC pour une planification et une réponse aux menaces additionnelles que représentent les changements climatiques sur la production et la sécurité alimentaires. PNUD RDC. 101p.
6. PNUD RDC (2015). Document de Projet (ProDoc). Renforcement de la résilience et de la capacité d’adaptation des femmes et des enfants au changement climatique en République démocratique du Congo.74P.
7. PNUD RDC (2015). Plan de Travail Annuel (PTA) 2015. Projet Renforcement de la résilience et de la capacité d’adaptation des femmes et des enfants au changement climatique en République démocratique du Congo.6P.
8. PNUD RDC (2014). Document de Projet (ProDoc).Programme de renforcement des capacités sur les faibles émissions : Addition de la composante LEDS.36P.
9. MECNT (2014). Mesures Nationales Appropriées d’Atténuation (NAMA), développement sobre en carbone (LEDS) et croissance verte. Avancées et perspectives en République Démocratique du Congo Octobre 2014 Kinshasa.44P.
10. PNUD RDC (2015). Plan de Travail Annuel (PTA) 2015. Programme de renforcement des capacités sur les faibles émissions : Addition de la composante LEDS.13P
11. MECNT (2015). Rapport réunion trimestriel de suivi du Programme de renforcement des capacités sur les faibles émissions : Addition de la composante LEDS.6P
12. PNUD RDC (2011). Document de Projet (ProDoc). Projet Plan de Gestion des HCFCs (HPMP).7p.
13. MECNT (2014). Plan de Travail Annuel (PTA) 2014, Bureau Ozone. Projet Plan de Gestion des HCFCs (HPMP).2p.
14. MECNT (2015). Plan de Travail Annuel (PTA) 2015, Bureau Ozone. Projet Plan de Gestion des HCFCs (HPMP).2p.
15. PNUD RDC (2013). Document de Projet (ProDoc). Promotion of mini-and micro-hydropower plants in DRC.119p.
16. PNUD RDC (2012). Document de Projet (ProDoc). Projet Appui aux capacités et à la stratégie pour la préparation de la RDC à la REDD+.24p.
17. PNUD RDC (2015). Document de Projet (ProDoc). Renforcement de la résilience des communautés de Muanda à l’érosion côtière,  République Démocratique du Congo.57p.
18. PNUD RDC (2015). Plan de Travail Annuel (PTA) 2015.Projet Renforcement de la résilience des communautés de Muanda à l’érosion côtière,  République Démocratique du Congo.6p.
19. MECNT/ PNUD RDC  (2015). Compte rendu de la réunion du comité d’approbation du projet Renforcement de la résilience des communautés de Muanda à l’érosion côtière ou projet PANA Zone côtière.6p.
20. PNUD RDC (2015). Document de Projet (ProDoc). Projet Appui au Renforcement des capacités dans le domaine de Réduction des Risques et catastrophes Naturelles en République Démocratique du Congo.30P.
21. PNUD RDC (2015). Plan de Travail Annuel (PTA) 2015. Projet Appui au Renforcement des capacités dans le domaine de Réduction des Risques et catastrophes Naturelles en République Démocratique du Congo.8P.

**Programme**

1. CPD 2013-2017
2. CPAP 2013-2017
3. PNUAD 2013-2017
4. Plans Stratégique PNUD corporate
5. DSCRP/2, 2012

## A.7. Compte rendu de la séance d’examen du Rapport Initial d’Evaluation

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **Commentaires des représentants du PNUD** | **Réponses de la Mission** |
| **1.** | Dans un environnement multi-acteurs, bien faire ressortir les contributions du PNUD | Oui, le poids relatif des valeurs ajoutées apportées par le PNUD sera mis en exergue |
| **2.** | Produire un rapport unique d’évaluation | Oui, comme déjà discuté avec le Bureau, la mission délivrera un rapport unique |
| **3.** | Des insuffisances ont été notées dans les rapports à mi-parcours, s’agissant des Effets Environnement et Genre, ce qui justifie de demander à la mission de fin de cycle de veiller à ce que ces lacunes ne se produisent pas pour la présente évaluation | Les raisons des faiblesses des analyses Effet 3 et Genre dans le cadre de l’évaluation à mi parcours étaient connues : le Consultant de l’Effet 3 a travaillé après la mission principale qui n’a pas exercé de contrôle qualité sur son rapport ; les faiblesses du rapport Genre étaient contenues dans les insuffisances du profil qui avait été retenu, et qui a d’ailleurs délivré son rapport très tardivement, après la fin de la mission principale. Ces limites devraient être corrigées cette année, eu égard aux deux profils dédiés à l’Environnement et au Genre, mais aussi en tenant compte du fait que cette fois ils sont parfaitement intégrés à la mission et feront l’objet d’un contrôle qualité approprié |
| **4.** | Pourquoi aller à Lubumbashi, où le programme n’a pas eu des actions proéminentes, sauf à vouloir examiner les conditions d’actions futures ? | La mission continuera à échanger avec le PNUD pour toucher à une décision sur la question, en tenant naturellement compte des contraintes de calendrier qui sont les siennes |
| **5.** | Dans la mesure du possible, visites à Lubumbashi pertinentes pour échanger avec les acteurs locaux sur les opportunités d’intervention à venir |
| **6.** | L’intérêt principal de cette évaluation est de sortir par des suggestions fortes et claires au Bureau en termes d’orientations stratégiques pour le programme à venir | Oui, cette préoccupation, qui a, du reste, été rappelée plus tôt par le DPA, est bien entendue par la mission (cf. équation de programmation développée lors de la présentation) |
| **7.** | Pourquoi un tel exercice d’évaluation sur un CPAP qui n’existera plus ? | La mission adhère aux clarifications apportées par d’autres participants à la réunion : d’abord l’évaluation porte fondamentalement sur le CPD et touche au CPAP parce que le second est le cadre de mise en œuvre du premier ; ensuite s’agissant de la nouvelle architecture de programmation, le CPAP n’existera plus comme cadre instrumental PNUD mais dans le cadre d’un outil consolidé à l’échelle de l’UNDAF, tandis le CPD continuera d’exister en tant que cadre de contribution spécifique du PNUD |
| **8.** | Peut-on clarifier le nouveau cadre de programmation en vue ? |
| **9.** | Rappel des points clés soulevés par le DPA lors de l’audience qu’il a accordée à la mission dans la matinée, points qui tournent autour de la préoccupation forte de sortir par des idées claires sur les orientations stratégiques du nouveau programme en vue, idées à construire en tenant compte de toutes les données nouvelles au niveau national et international (ODD, Agenda 2030, Evolution de la question environnementale, etc.), idées qui devront être faisables | La mission a pris acte du rappel de ces points sur lesquels elle avait, au demeurant, déjà marqué son accord au DPA |
| **10.** | Nécessité de faciliter à la mission l’accès aux responsables de projets et programmes pour lui permettre d’aller de l’avant, dans un contexte de tension de calendrier | La mission soutient cette idée et la complète par une autre : la nécessité de mettre à sa disposition la documentation sur les interventions qui ne lui aurait pas encore été communiquée |

Ces points d’échange étant des suggestions et recommandations sur les attentes du Bureau à l’égard de cette évaluation, le Rapport préliminaire a été validé, et la mission fondée à aller de l’avant.

Kinshasa, le 23 Novembre 2016.

## A.8. Cartographie du Programme



1. Source : PNUD/CPD 2013-2017 [↑](#footnote-ref-2)